



Un bateau échoué en face du quartier Tawahi. En 1958, Aden était le deuxième port du monde, après New York. Depuis, le déclin a été constant. PHOTOS: OLIVIER LABAN-MATTÉI/MYOP POUR « LE MONDE »

JEAN-PHILIPPE RÉMY
PHOTOS : OLIVIER LABAN-MATTEI

ADEN - envoyés spéciaux

Dans la nuit, le *Vos Apollo* glisse et gronde en traversant le golfe d'Aden. Cette partie de l'océan Indien, à destination du Yémen, tient à la fois de l'autoroute et du chemin de campagne maritime. Des navires de guerre croisent dans le noir. Certains traquent les pirates. D'autres sont impliqués dans la guerre au Yémen. Ils font partie de la coalition emmenée par l'Arabie saoudite ou d'un mécanisme de vérification international des bateaux à destination du Yémen, et sont à la recherche d'éventuelles livraisons d'armes de l'Iran aux rebelles houthistes, l'une des parties du conflit. Il y a aussi les bateaux de pêcheurs, les boutres qui sautent comme des bouchons sur les vagues et traficotent entre Afrique et Asie, jusqu'à la mer d'Arabie et le golfe d'Oman. Les marchandises du grand commerce mondial passent en file indienne sur des entrepôts flottants. Tout ce qui est trop petit pour y entrer est dans la cale des boutres, de l'occasionnelle caisse de munitions jusqu'aux familles yéménites qui sortent de leur pays pour le ramadan.

Un phare dans les rochers, vers l'entrée de la mer Rouge, signale les terribles écueils du Bab Al-Mandab. La « porte des lamentations » mène vers Suez, la Méditerranée. Il y a seulement quelques mois, on s'est battu sur ce rivage, afin de prendre le contrôle de la partie yéménite de ce détroit stratégique. La coalition, dont le fer de lance est constitué par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, l'a emporté contre les rebelles houthistes et leurs alliés, les forces de l'ex-président Ali Abdallah Saleh. La coalition a ses avions dans les airs, ses navires en mer et, au sol, un peu de troupes auprès des Yéménites restés fidèles au président Hadi, en plus de celles du Soudan et, dans certains cas, de mercenaires.

Au large, tout est fait pour que la guerre au Yémen ne perturbe pas le passage des porte-conteneurs et le commerce mondial. Sur la côte, en revanche, tout bloque. Il ne reste aux rebelles houthistes que le port de Hodeïda pour décharger des marchandises avec des grues. Or, la coalition saoudienne a annoncé à plusieurs reprises vouloir poursuivre son opération « Flèche d'or » entamée début 2017 sur les rives de la mer Rouge jusqu'à s'emparer de ce port, et ainsi asphyxier le réduit

houthiste dans les régions montagneuses du Yémen. Plus de 18 millions de personnes sont déjà coincées dans cette immense nasse. Les Nations unies supplient qu'on leur confie le soin d'administrer Hodeïda, pour éviter le cataclysme humanitaire qui menace déjà. Les deux tiers de la population de l'Etat le plus pauvre du monde arabe sont dépendants d'une aide humanitaire qui parvient peu et mal dans l'ensemble du pays, désormais en proie à la plus grosse épidémie de choléra de la planète. Le cap des 300 000 personnes touchées par la maladie vient d'être atteint. Et les chiffres continuent de grimper.

Le *Vos Apollo* continue sa route, dans une lenteur écrasante. Au petit jour, une mer plate et lourde apparaît. Plus un bateau à l'horizon. L'eau sombre ne se laisse plus battre par l'hélice. Tout juste remue-t-elle un peu, pour donner le change. Un marin au teint de brique fait des pompes sur le pont arrière, dans une chaleur de serre, puis abandonne, haletant. Un homme termine son quart et va se coucher. La nuit dernière, l'ex-soldat népalais en polo aux couleurs de MAST, la compagnie de sécurité privée qui l'emploie, observait attentivement la mer à la jumelle. Il était à la recherche d'un certain type de sillage, celui des *speed boats* de pirates.

RÉPLIQUE DE BIG BEN

On les croyait disparus, ces flibustiers qui gravitent entre la Corne de l'Afrique et la péninsule Arabique, traqués par tant de marines. Mais certains reviennent à la charge, tentent des abordages fulgurants dans le golfe d'Aden. Dans cette zone, précisément, ils ont tiré au lance-roquettes sur un tanker il y a deux semaines. « *Mauvais, ça. Explosion, boum !* », tente d'expliquer le garde armé en mimant un tir, avant de désigner l'endroit, à portée de main, où se trouve son fusil d'assaut : « *Toujours balle dedans. Prêt à tirer.* »

Il scrute la mer six mois par an, au gré des allers-retours entre Aden et Djibouti, prêt à ouvrir le feu. Il y a du barbelé à lames coupantes sur le bastingage et une plaque d'acier pour s'abriter des éclats. Deux fois par an, si tout va bien, il rentre chez lui, à Katmandou, voir sa femme et ses enfants. Avant, il était mercenaire en Afghanistan, puis en Irak. C'était pire. Mais il n'a jamais débarqué à Aden. Le Yémen, au final, lui fait plus peur que les pirates. Une guerre civile, des milices, un Etat qui s'effondre, une épidémie de choléra et une présence à la fois d'Al-Qaïda et de l'organisation Etat islamique (EI), qui ont multiplié attentats et assassinats. Ce n'est

LA GUERRE AU YÉMEN 115 Nos envoyés spéciaux Jean-Philippe Rémy et Olivier Laban-Mattei ont passé plusieurs semaines au Yémen, pays fermé aux journalistes. Ils en rapportent une série de reportages sur un conflit occulté

qu'au tout dernier moment que le *Vos Apollo* pique vers cette terre tourmentée. On longe à présent une côte noirâtre, tout en dents, tout en roches. Des murs d'un basalte mat et déchiqueté à perte de vue. Il n'y a pas un arbre, pas un signe de vie. Et puis une trouée, et enfin, l'entrée du port. Aden.

Des cargos rouillés geignent sur leur ancre, à distance prudente des quais. Une épave à fleur d'eau montre son ventre. Dans la rade, un navire de guerre gris-fer gîte bizarrement, antennes au ras des eaux, comme s'il voulait écouter les coquillages. A chaque naufrage son histoire. La décrépitude d'Aden n'a pas commencé hier, avec les combats en ville pour chasser les houthistes, en 2015. Déjà en 1986, on s'y assassinait allégrement dans le cadre d'une purge du Parti socialiste (YSP), l'ancien parti unique de la République démocratique populaire du Yémen : 13 000 morts en dix jours. Le marxisme, au sud-Yémen, ne s'en était jamais tout à fait remis.

La ville est tassée comme un grand corps sous son cratère. Des habitations serrées grimpent sur les flancs escarpés du volcan, se touchent partout. Chaque interstice est l'objet de disputes, d'accaparements. Ce n'est pas au cadastre que l'on règle les différends. Du coup, la ville ne sait plus à quoi elle ressemble. Mais l'ex-capitale de la République populaire démocratique du Yémen – dite Yémen du Sud, avant la réunification avec le Nord en 1990 – a du talent dans la décrépitude. Les façades blanches des immeubles s'écaillent sur leurs murs de pierre volcanique. Des époques qui semblent toutes révolues se mélangent allégrement. Tout est saisissant. Aden, c'est ainsi, commence par un coup de poing dans les yeux qui porte tout de suite à la tête. Entre l'eau huileuse et la caldéra couleur lame de couteau, voici une partie de la ville dont le nom a fait le tour du monde : Steamer Point, un gros dépôt de charbon installé par la Couronne britannique après l'annexion, en 1839, de cette enclave arrachée au sultan de Lahej, dans le but d'assurer le ravitaillement de la flotte coloniale faisant route vers les Indes, et de prendre le contrôle d'un point névralgique de la planète.

L'ex-quartier des entrepôts et des colons – partis à l'indépendance, en 1967, avec leurs casques de liège et leurs shorts repassés – est toujours surmonté de l'étrange petite réplique de Big Ben, faite pour flatter la manie des envahisseurs de donner l'heure au monde. Les aiguilles, figées à midi pile, semblent indiquer qu'il convient désormais de s'en re-

mettre plutôt au ciel. Personne n'a eu le courage, lors de l'instauration de la République démocratique populaire, trois ans après l'indépendance, de déboulonner la statue de la reine Victoria qui trône dans un square, près des quais. Peut-être « *la statue assise de la grosse reine Victoria avec ses joues pendantes, ses petits yeux coincés d'ivrognesse* », comme l'écrivait Paul Nizan dans son célèbre *Aden Arabie*, a-t-elle finalement plus parlé à l'ironie naturelle yéménite que l'envie de se donner un tour de rein.

UN RETOUR ET UNE VOLTE-FACE

Depuis, le grand emporium n'est plus, les hôtels de la route des Indes sont fermés. Dans le meilleur des cas, ils ont été pillés. D'autres, vers la fin de la péninsule, au bord du front de mer, ont été défoncés par la guerre que se sont livrée, entre juin et septembre 2015, les forces à l'œuvre dans la guerre au Yémen. Plus de 10 000 morts à l'échelle d'un pays désormais coupé en deux par la ligne de front, entre nord et sud. Depuis, il n'y a plus de gros combats à Aden, mais la désaggrégation du pays se poursuit. L'empire britannique est mort depuis longtemps, et Steamer Point s'appelle de nouveau Tawahi, comme lors des siècles innombrables au cours desquels des hommes ont habité ce rocher, au bout de la péninsule arabique. On dit qu'à Aden se trouve le tombeau de Caïn, ou encore que c'est ici que Noé mit à l'eau son arche pour échapper au déluge. Et qu'on y trouve une porte de l'enfer, ou celle du paradis... Dans un *hadith* (recueil des actes et des paroles du Prophète), il est aussi dit qu'une armée dite d'Aden et Abyan, la province voisine, se lèvera un jour ici pour mener le combat final de l'islam sur Terre. L'une des premières filiales d'Al-Qaïda dans la région s'appelait d'ailleurs « Armée islamique d'Aden Abyan » dans les années 1990. Cela ne lui a pas réussi. Après avoir tué des touristes, ses membres ont fini par se faire tuer à leur tour.

Dans le port immense qui fut l'étape des escadres soviétiques, au temps de la République populaire démocratique du sud-Yémen (RPDSY, 1970-1990), on ne se bouscule pas au terminal de Ma'alla. Un milicien qui balance sa kalachnikov attrape l'amarre avec indolence. « *L'activité reprend doucement. On a eu quatorze bateaux la semaine passée* », affirme le chef de la sécurité de Ma'alla en poussant, pour qu'on s'assie dans son bureau, des cartons de munitions en quantité suffisante pour tenir un siège. En 1958, Aden était le deuxième port du monde, en volume

IL FAUT FAIRE PROFIL BAS ET DIRE QU'ON JEÛNE PENDANT LE RAMADAN. LES CHRÉTIENS SE CACHENT, LES HINDOUISTES BAISSENT LE SON DE LEUR MUSIQUE BHANGRA



de trafic, après New York. Depuis, le déclin a été permanent. La période communiste a signifié la fin de la zone franche, le début de l'isolement. La réunification du pays, en 1990, n'a permis qu'une brève embellie avant la guerre civile de 1994. Depuis, Aden, ex-capitale du sud, a eu le sentiment de vivre sous occupation nordiste.

Mais les événements ont pris une tournure inattendue. Les manifestations de 2011 ont fini par pousser le chef de l'Etat, Ali Abdallah Saleh, à quitter le pouvoir à la fin de cette année-là en le confiant à son vice-président, Abd Rabo Mansour Hadi. Trois ans plus tard, l'ex-dictateur opérait un retour et une volte-face, également foudroyants. Il s'alliait avec les houthistes, des rebelles de la minorité chiite zâidite du nord du Yémen, contre lesquels il avait pourtant guerroyé sans pitié six années durant. Ensemble, ils sont partis à la conquête du pays. En septembre 2014, ils prenaient le contrôle de Sanaa, la capitale. En mars, ils étaient aux portes d'Aden, dans le sud. Des garnisons se soulevaient, d'autres restaient loyales au président Hadi. La guerre civile commençait, avec l'appui d'une dizaine de pays étrangers, engagés aux côtés de M. Hadi.

Le conflit a abîmé la ville un peu plus. Dans le quartier de Crater, là où Aden a commencé, dans le cratère du volcan, Amar Gamal marche des nuits entières en contemplant les dégâts. Le metteur en scène est un amoureux fou de sa ville. Avant 2015, il montrait des spectacles à succès dans un vieux cinéma en plein air, le Hurricane. Une pièce sur un couple qui se déchire dans une salle de bain parle du djihadisme; une autre traite des dangers des armes. « *Il y avait parfois des enfants qui jetaient des tomates ou des œufs. Ce n'était pas très grave. Mais maintenant, si je monte une pièce, je sais que je suis mort. Ce ne sera plus des tomates, mais des grenades qu'on nous jettera.* »

LE MAÎTRE DES COCKTAILS

Avant la guerre, Amar Gamal était la dynamo de la vie culturelle à Aden. Sur son téléphone, il fait défiler des expositions de photos, de tableaux. Des foules se sont pressées pour admirer de la peinture, des hommes, des femmes dont le voile intégral noir n'étouffait pas la curiosité. Depuis, un éteignoir est tombé sur la ville. « *Tout est en train de s'écrouler, ici. La liberté, le système d'éducation, la santé* », soupire Amar Gamal. Il se souvient des jours de guerre dans les rues de son quartier, les snipers, les enfants et les vieux fauchés. « *C'était sauvage, nous som-*

mes encore pleins de ces histoires terribles et je ne peux pas les raconter. » Mais depuis, un nouveau péril a surgi, qu'il évite même de mentionner: la montée en puissance de chefs de factions salafistes, qui pèsent de tout leur poids sur la société.

Ses amis s'en vont, ils vivent désormais à l'étranger, le supplient de les rejoindre à Dubaï ou à Kuala Lumpur. « *Mais moi, je n'ai aucune envie de vivre ailleurs, c'est cette ville que j'aime.* » A Crater, on mange des glaces à toute heure de la nuit, les marchés regorgent de marchandises, malgré l'odeur pestilentielle des ordures, partout. Les salons de thé sont pleins. Akbar Walibhai Mohammed, marchand d'épices, est fier de représenter la cinquième génération d'Indiens originaires du Gujarat dans ce magasin, et offre un échantillon « *de sa réserve personnelle de curry de Madras* ». C'est un parfait Adeni.

Mais il faut faire profil bas, bien dire tout haut qu'on jeûne pendant le ramadan. Les derniers chrétiens se cachent. Les juifs, qui étaient installés depuis l'Antiquité, ont fini par s'en aller. Il reste une yeshiva fermée, sans signes extérieurs. Comme il reste des lieux de culte, secrets, pour d'autres. Le temple maçonnique est déserté. Les hindouistes baissent le son de leur musique bhanga, les Sikhs se gardent bien de faire étalage de leur foi. Il règne désormais, à Aden, une véritable peur de la violence religieuse, nouveauté terrible dans cette ville où le cosmopolitisme semble avoir été inventé.

La jeunesse étouffe, et ce n'est pas seulement parce que les rues empestent. Les assassinats attribués aux djihadistes ont diminué depuis quelques mois, mais le climat ne s'est pas allégé. Une porte s'ouvre sur un escalier mal éclairé. En haut, fenêtres aveuglées, le seul bar branché d'Aden, le MarMo. Au MarMo, on boit sagement des cafés ou des cocktails sans alcool à base de gâteaux et de glace. On s'y livre aux activités les plus inoffensives du monde, tuer le temps, bavarder à l'infini. Il y a des femmes, jeunes, en abaya et voile intégral. Ce n'est pas un secret, mais c'est déjà un danger. Le MarMo a ouvert exactement deux semaines plus tôt. On ignore combien de temps il tiendra dans le contexte actuel.

Le maître des cocktails est le plus célèbre de la ville. Il officiait au Aden Mall, un gigantesque centre commercial à l'entrée de Crater, aujourd'hui fermé. Ses gros bâtiments, qui seraient parfaits à Dubaï ou à Los Angeles, sont désormais le rappel d'un échec général. Juste à côté, un autre naufrage, celui de l'hô-

En juin, à Aden : des enfants jouent au billard dans Ma'alla Street ; un pick-up sert de transport collectif, une pratique courante dans la ville ; célébration de l'Aïd-El-Fitr sur la plage du quartier de Gold Mohur ; deux membres de la résistance contre la rébellion houthiste mâchonnent du khat dans leur quartier général.

pital financé à grands frais par l'Arabie saoudite, et qui, presque achevé, a dû être abandonné. Il y avait eu des détournements.

Dans son bureau, Bashrahil Hisham Bashrahil se fait le scribe de cette corruption effrénée. Fils du mythique directeur d'*Al-Ayyam*, le grand journal yéménite fondé en 1958 à Aden, il a repris le flambeau. Les bombardements, pendant les combats de 2015, ont endommagé les rotatives. Il tente de remettre tout en état pour sortir de nouveau le journal. « *Histoire qu'on puisse de nouveau être interdit* », s'amuse-t-il. Il passe en revue les détournements dans les secteurs de l'électricité, du port, des dernières ressources qui restent à cette ville. Toutes sont des pompes à argent et accélèrent l'effondrement des services. A cette dégringolade, il ne voit qu'une issue: créer un gouvernement autonome, chasser les corrompus, rendre Aden aux Adenis. Curieux projet pour une ville-monde.

« LA JEUNESSE N'A PAS DE PRIX »

Pourtant, la vie pousse de toutes ses forces à Aden. Dans le quartier de Mansoura, le docteur Yassine Al-Kubasi raccompagne une cliente à la porte de son cabinet. Le dermatologue survolté avait trouvé à s'occuper avec la lutte contre la lèpre, appuyé par une association allemande. « *On a traité 12 000 cas depuis 1989 ! Mais pour les quelque 400 nouveaux cas par an, c'est le désastre* », se désolait-il. Au début de la guerre, il a été enlevé par les houthistes dans sa ville de Taëz, à 135 km au nord-ouest d'Aden. Depuis sa libération, tout le programme contre la lèpre est gelé, à cause de la guerre. Pour se passer les nerfs, il s'adonne à son autre spécialité, la chirurgie esthétique. A Mansoura, dans son cabinet sur la corniche, face à la lagune, il termine une injection de botox. « *Chaque dose revient à 250 dollars, mais la jeunesse n'a pas de prix, n'est-ce pas ?* », se moque-t-il après avoir raccompagné une de ses clientes, la soixantaine enrobée, qui s'inquiétait de se trouver un peu enflée au niveau du visage. Elle rabat son voile avant de filer dans la rue, au milieu des mendiants, sa jeunesse retrouvée à prix d'or, bien à l'abri des regards.

L'histoire revient comme un grand surmoi inexploré à Aden. Face à la mer, par exemple, trône l'imposant palais des sultans de Lahej. C'est désormais un musée national, fermé à double tour pour cause de troubles – ou de pillages. A l'époque d'Aden-la rouge, y avait élu domicile une école de doctrine marxiste-léniniste où venaient « *tous les révolutionnaires du monde arabe* », se souvient Habib Ab-

dulrab Sarori, écrivain originaire d'Aden, auteur d'un délicieux roman où est interrogé le passage du marxisme à l'islamisme, sur fond de jeux érotiques (*La Fille de Souslov*, Sindbad/Actes sud, 192 pages, 21,80 euros). Il peut se le permettre, installé en France, où il rêve de sa ville et d'avoir, un jour, accès aux archives qui dorment entre ces hauts murs.

Dans sa vaste maison adossée, justement, au palais, ce qui en fait l'une des adresses les plus chics d'Aden, Abdulsalam Saleh parle en anglais, arabe, swahili. Il appartient à une grande famille, à cheval sur plusieurs continents. La nuit s'écoule, on parle d'enchères de tabac zimbabwéen, de stations-service au Soudan, des petites rues crapuleuses de Nairobi et des hôtels de luxe de Dubaï. L'Histoire déboule inmanquablement dans les conversations. Il y a là un témoin de l'insurrection contre les Britanniques, dans les années 1960. Pas de chance: il appartenait à l'aile pro-nassérienne (le Flosy) des combattants pour l'indépendance; elle fut laminée et contrainte à l'exil, tandis que triomphait au sud la tendance marxiste. Des années plus tard, leurs fils, des jeunes moudjahidine de retour d'Afghanistan, où certains avaient croisé Oussama Ben Laden, participèrent à la courte guerre civile de 1994, côté nord, pour écraser les « impies ». On les laissa piller Aden. Ils y ont détruit au lance-roquettes la seule brasserie de la péninsule arabique.

Le sud-Yémen était un drôle d'objet historique. Le seul pays arabe à avoir adopté le marxisme comme doctrine, et l'islam comme religion d'Etat. A Aden, on a trinqué avec les Allemands de l'Est, des mariages se sont conclus avec des Bulgares ou des Ukrainiens des deux sexes. Le terroriste Carlos y a organisé la prise d'otages de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (l'OPEP), à Vienne, en 1975. A présent, les vieux messieurs de l'élite vous demandent si, par chance, vous parlez russe, qu'ils ont appris à Moscou ou Kiev. Parfois, le souvenir palpite jusque dans la rue, comme au Sandwich, à Tawahi, le plus vieux *fish and chips* de la ville. Le vieux Mounir Yafei a démarré là, dans sa caravane de tôle bleue, il y a cinquante ans. Il a connu presque tous les « ismes »: le colonialisme, le socialisme, la vague de tourisme post-1990. Puis la guerre civile et la dégringolade, la montée du salafisme. Mounir Yafei sourit avec grâce à l'évocation de ces belles Cubaines qui venaient flâner sur les quais – le *malecon* adeni – au temps des « pays frères ». A présent, il ne vend plus que du requin, ce qu'il y a de moins cher. ■

Taëz, la ligne de front

LA GUERRE AU YÉMEN 2/5

Nos envoyés spéciaux Jean-Philippe Rémy et Olivier Laban-Mattei ont passé plusieurs semaines au Yémen, pays fermé aux journalistes. Ils en rapportent une série de reportages sur un conflit occulté



JEAN-PHILIPPE RÉMY
PHOTOS : OLIVIER LABAN-MATTEI

TAËZ (YÉMEN) - envoyés spéciaux

Aux abords de Taëz, le ciel est noir comme un drapeau. Il pleut à verse, les champs débordent, on n'y voit plus rien. Ce n'est pas un jour de guerre ou d'attaque surprise de la rébellion houthiste sur ce segment de route qui mène vers la troisième ville du Yémen, mais, plus simplement, un jour de nuages qui crèvent. La voiture blindée d'Abou Al-Abbas fend le rideau de pluie et tape dans les nids-de-poule. Le gros Toyota Sequoia V8 est supposé donner la mesure de la puissance du chef de faction salafiste de Taëz. Il faut donc aller plus vite que le commun des mortels. Le symbole, par chance, ne finit pas dans le fossé.

Il y a encore quelques mois, cette voie de communication n'existait pas. Hommes et bêtes passaient par des sentiers dans la montagne afin d'arriver jusqu'à la ville encerclée par les forces de la rébellion houthiste et de ses alliés, les éléments de l'armée restés fidèles à l'ex-président Ali Abdallah Saleh. Les petits ânes martyrisés étaient alors les meilleurs amis de Taëz l'assiégée. Des vivres, des médicaments arrivaient sur leur dos, par des chemins escarpés, dans les angles aveugles du massif qui enserre la ville. Sur les lignes de crête, comme dans les quartiers en surplomb de l'agglomération tassée dans une cuvette, les houthistes et les brigades rebelles de l'armée étaient installés comme au champ de tir, à peu près comme les artilleurs serbes lors du siège de Sarajevo.

Mais comme dans le cas de Sarajevo, une ville acculée ne se laisse pas si facilement briser. Dans Taëz, des forces se sont liguées contre les envahisseurs. Il a fallu près de deux ans de combats dans la ville, mais à présent l'encerclement est en partie rompu. Les assaillants ont perdu du terrain et sont repoussés peu à peu vers l'est. Ils ont perdu récemment le palais présidentiel et la citadelle, le château d'Al-Qahira (« Le Caire »), deux endroits parfaits pour tirer sur le reste de la ville. L'assaut de la citadelle a duré des semaines, et ce sont les hommes d'Abou Al-Abbas qui l'ont mené.

Dans la voiture blindée, Abdurahman a été de toutes les batailles. Un de ses amis a filmé le moment assez spécial où une balle ennemie lui a traversé la tête pendant une offensive, l'épargnant par miracle. Il en est sorti avec un sourire un peu déformé et un beau cratère de sortie violacé dans la nuque. C'était sa quatrième blessure. Désormais, il évite les fronts, et il montre des photos de ses enfants plutôt que les cadavres de ses amis morts. Il dit : « J'ai envie de vivre. » Un souci partagé par environ un demi-million de personnes dans Taëz.

le moment assez spécial où une balle ennemie lui a traversé la tête pendant une offensive, l'épargnant par miracle. Il en est sorti avec un sourire un peu déformé et un beau cratère de sortie violacé dans la nuque. C'était sa quatrième blessure. Désormais, il évite les fronts, et il montre des photos de ses enfants plutôt que les cadavres de ses amis morts. Il dit : « J'ai envie de vivre. » Un souci partagé par environ un demi-million de personnes dans Taëz.

PENSIONNAT DE GARÇONS

Techniquement, on ne peut plus y parler de siège, car si l'abattoir poursuit ses activités, il est équipé d'une porte, ou plutôt d'un corridor de ravitaillement. Les camions et les minibus se bousculent le long de cette veinule qui relie la ville au reste du monde, c'est-à-dire à Aden, tout en bas, dans la plaine qui s'étend entre les plateaux et la mer, à plus de 150 kilomètres. Sur la route en lacets qui monte dans le massif vers Taëz, au sortir du désert, il y a constamment des embouteillages qui manquent de virer à l'homicide. Dans le code d'honneur de la route yéménite, un homme digne de tenir un volant a toujours un 9 mm dans la boîte à gants et ne reconnaît qu'une priorité : la sienne.

Parfois, un tir de mortier ou de douchka – une mitrailleuse lourde de calibre 12,7 – vient hacher le trafic, les chauffards, les malchanceux. Un rappel que les houthistes ne sont pas loin. Il y a des checkpoints partout, qui changent selon les jours, contrôlés par une multitude de milices – une préfiguration du puzzle des groupes armés de toutes sortes qui constitue le camp anti-houthiste à Taëz. Une bonne source en ville les a comptés : trente-cinq formations au total. Il y a des salafistes, comme Abou Al-Abbas, désormais l'étoile de cette tendance ; des groupes liés au parti politique Al-Islah – proche des Frères musulmans –, dont la principale figure est Hamoud Al-Mikhlaï ; des éléments de l'armée régulière, la 35^e brigade ; et enfin des djihadistes d'Al-Qaïda, ainsi que certains éléments appartenant à l'organisation Etat islamique (EI). A cela s'ajoutent divers groupuscules dont les affiliations peuvent changer selon les circonstances.

A Taëz, Abou Al-Abbas est l'homme du jour. Abdel Abdou Farea – son vrai nom – combat en ville mais aussi à l'extérieur, vers les zones rebelles menaçant, justement, la

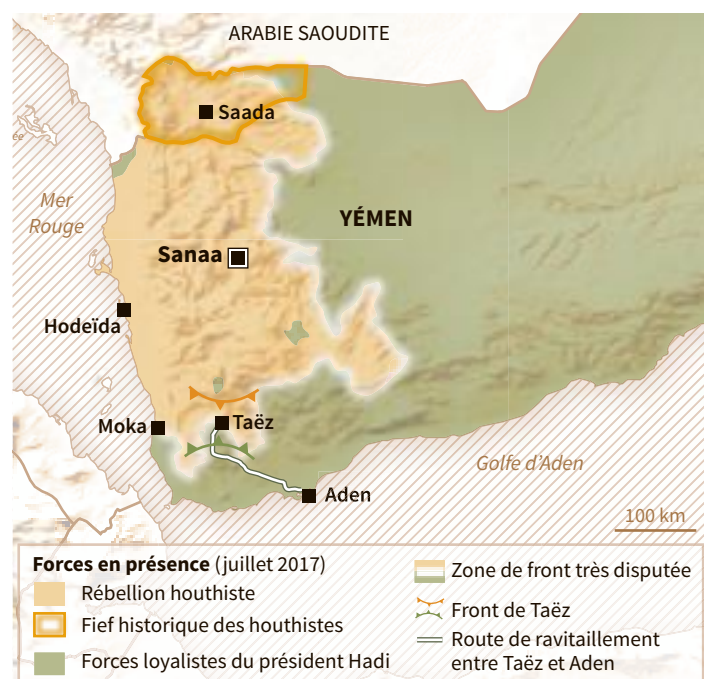
route d'accès à la ville. Il est soutenu par ses parrains des Emirats arabes unis (EAU), qui ont au Yémen un objectif officiel – battre les houthistes – et une obsession : empêcher Al-Islah, et à travers ce parti les Frères musulmans, de prendre l'ascendant, même si ce mouvement combat lui aussi les houthistes. Abou Al-Abbas est sur cette ligne.

L'Arabie saoudite, en revanche, trouve Al-Islah très fréquentable et a parachuté des armes à des groupes de cette mouvance à Taëz, au début de la guerre. Il est déjà arrivé que le groupe d'Abou Al-Abbas et ceux de tendance Al-Islah se battent en pleine ville. Il y a même toutes les chances que cela ne fasse que s'aggraver. Une contradiction ? Elle est loin d'être la seule. Le conflit, au Yémen, ne se limite pas à une rivalité entre houthistes (d'obédience chiite) et sunnites ; il fait remonter à la surface les multiples fractures de tout un pays, de toute une région.

Ce soir, chez Abou Al-Abbas, l'ambiance, en cette fin de ramadan, ressemble à celle d'un pensionnat de garçons quand le surveillant s'est éclipsé. Chahut, télévision à fond, grosses blagues. Des barres en béton protègent les abords de la maison-forteresse ancienne où il demeure, dans le quartier de Bab Musa, dans la vieille ville, en prévision des prochains combats. Mais ce soir, pas de guerre qui tienne. Après la rupture du jeûne, chacun sort des bottes de tiges vertes de sacs en plastique : la séance de khat peut commencer. Le khat a ceci de plaisant qu'il favorise la discussion. Il donne aussi envie de fumer, et dans la grande pièce où sont réunis les responsables de l'administration et de la sécurité d'Abou Al-Abbas, on voit monter à la fois le niveau sonore et les volutes.

Ce n'est pas un spectacle qu'auraient apprécié les compagnons du Prophète, auxquels les adeptes du salafisme se réfèrent. Le khat est un stupéfiant léger, il vient d'un arbuste dont on « broute » les tiges les plus tendres, et une partie des feuilles ou de l'écorce selon les régions, afin d'en constituer une boule dans la joue, d'où se diffuse un composé apparenté aux amphétamines, une sorte de stimulant naturel de force moyenne.

Lorsque Abou Al-Abbas paraît, tout le monde se redresse d'instinct dans le *diwan*, la pièce autour de laquelle courent matelas et coussins. Il en impose, l'allure élégante et déliée dans son vêtement éclatant de blanc-bleu. En comparaison, toute l'assistance a





A Taëz, le 24 juin. Page de gauche : un combattant de la faction salafiste d'Abou Al-Abbas observe des positions houthistes dans la vieille ville. Ci-dessus : des membres de la brigade dans un quartier tenu par Al-Qaida. Ci-contre : distribution de la solde mensuelle au quartier général.

OLIVIER LABAN-MATTEI/MYOP
POUR « LE MONDE »

l'air avachie, les joues gonflées, les bouches entrouvertes sur une bouillie vert gazon. Des cigarettes sont écrasées en douce dans les canettes de soda. Impression d'être surpris par le directeur.

Mais celui-ci est la bonne humeur incarnée. « *Fadl, fadl* » (« je vous en prie, mettez-vous à l'aise »), invite Abou Al-Abbas d'un geste, après avoir échangé les salutations. S'il se garde bien d'y toucher, il ne s'oppose pas au khat dans sa maison. Il demande juste qu'on évite de fumer. « *Ça me fait tousser* », tente-il de justifier. C'est ce qui s'appelle faire montre de tolérance. Son maître, Muqbil Al-Wadii, le fondateur de l'institut Dar Al-Hadith, à Dammaj (nord), mort en 2001, n'aurait pas approuvé que son disciple soit cool à ce point : il jugeait que le khat était une « *grande calamité* », comme le rappelle Laurent Bonnefoy, chercheur au CERI-Sciences Po et spécialiste du Yémen.

« MÊME LE SANG DES ANIMAUX »

Abou Al-Abbas évoque avec émotion la mémoire de Muqbil Al-Wadii, que chérissent aussi les dizaines de milliers d'étudiants qui ont fréquenté le mythique institut d'enseignement religieux de Dammaj. Mais le temps du salafisme quietiste et intellectuel n'est plus. Dar Al-Hadith a été détruit par les houthistes, et la majorité des jeunes étudiants ont pris les armes contre les zaïdites, la branche minoritaire du chiisme pratiquée par la rébellion houthiste. Cela ne fait pas d'Abou Al-Abbas un djihadiste. La destruction de Dar Al-Hadith l'a jeté dans la guerre, c'est tout.

D'un certain point de vue, ce drame lui a réussi. Du reste, pour la suite, Abou Al-Abbas ne veut « *surtout pas de solution politique* » et ne croit qu'à une chose pour mettre fin au conflit : « *Combattre, combattre, toujours combattre. Je crois à une solution militaire.* » Ses troupes ont été accusées d'avoir fait sauter une splendide mosquée du XVII^e siècle, parce qu'elle était le siège de soufis, dont les pratiques (le culte des saints, en particulier) sont en contradiction avec le retour au culte des origines prôné par le salafisme.

Abou Al-Abbas connaît la guerre de près : il est souvent au front, avec ses hommes qui partent à l'assaut pieds nus, et circule sans cesse pour trouver des armes, des munitions, de l'argent pour payer les combattants. Il vaut mieux ne pas se trouver sur son chemin, ou dans ses prisons secrètes.

Pour l'heure, sa plus féroce volonté est d'en finir avec les houthistes, qu'il juge « *impies* » : « *Ils ont une croyance selon laquelle plus on tue de gens, plus on fait couler de sang, et plus est grande la chance de voir survenir le Mahdi* [le sauveur, dont la venue doit marquer l'avènement des temps derniers]. Alors tout est bon, même le sang des animaux, c'est pour cela qu'ils tirent sur tout ce qui va sur terre, les chiens, les enfants, les vaches, les femmes, tout. »

Les fronts bougent lentement. Personne, à Taëz, n'est pour l'instant en mesure de l'emporter. Dans les rues, tout hurle la fatigue de cette bataille qui n'en finit pas. Les ordures s'entassent dans les moindres recoins. Des familles vivent de charité, la faim gagne. Une source humanitaire parle de recettes insensées, de femmes qui font bouillir ce qu'elles ramassent, déchets de la rue, parfois de simples pierres, pour faire semblant de se nourrir. Comme Taëz est officiellement du côté nord de la ligne de front, donc dans le camp houthiste, les salaires de la fonction publique – le plus gros employeur du pays – ne sont plus versés depuis dix mois, depuis que la banque centrale a été transférée en septembre de Sanaa à Aden, la capitale temporaire des autorités reconnues par la communauté internationale.

Plusieurs centaines de milliers de personnes, qui ont fui les zones tenues par les houthistes, sont installées en ville, chez des proches ou des bienfaiteurs. Il n'y a pas de camp de déplacés. Où l'installerait-on ? Un employé local d'une organisation humanitaire dit son abattement lorsque est arrivée la proposition d'une agence des Nations unies pour répondre aux appels à l'aide en faveur de ces familles, qui vivent dans un dénuement extrême : « *Ils ont proposé de nous livrer la seule chose dont personne n'a besoin à Taëz : des tentes. Peut-être parce qu'ils en avaient en stock ?* »

De temps en temps, un choc sourd. Arrivée d'obus. Encore des victimes. Cela n'arrête jamais. Même le jour de l'Aïd Al-Fitr, qui marque la fin du ramadan. Les dernières statistiques des trois hôpitaux de la ville (deux côté gouvernemental, un côté houthiste) : 937 blessés de guerre au mois de juin. Parmi eux, la moitié sont des civils. Près de 200 sont décédés. Il est impossible de comptabiliser les morts, aussitôt enterrés dans leur quartier.

Dans Thabat, sur les hauteurs de la ville, on peut suivre à la trace les batailles, de

maison à maison. Pas une façade épargnée, mais de la dentelle de béton sur des murs écroulés. Et partout des mines placées par les houthistes lors de leur retraite. Il a fallu des mois de combats porte à porte pour arracher ce quartier. « *On enterrait les amis tant bien que mal, en défonçant l'asphalte de la route pour faire des trous* », raconte un combattant d'Abou Al-Abbas. « *Quand on les a retirés après la victoire, ils étaient intacts, ils ne sentaient pas mauvais, de vrais martyrs qui sont direct au paradis* », croit savoir un autre, qui surveille les alentours d'un air inquiet.

En bas, il y a une zone tenue par Al-Qaida. En haut, on risque les snipers houthistes. Justement, en approchant de la ligne de front, des balles viennent claquer sur les murs, signe que les tireurs embusqués ont déjà repéré le petit groupe. La distance qui sépare les deux camps est à peine d'une centaine de mètres. Derrière les murs jaunes de l'« école américaine », si réputée autrefois, se tiennent les houthistes. Entre les maisons pillées avec soin, on s'assassine avec des ruses de chat et de souris, en essayant de progresser vers l'est. En face, sur le massif montagneux, les canons et les chars rebelles manœuvrent en toute tranquillité pour ajuster leurs tirs. Braoum ! Et un autre obus sur Taëz... Un responsable gouvernemental s'effraie de ce pilonnage au compte-gouttes : « *Leur stratégie, c'est de tuer au hasard pour maintenir la pression, pour nous briser.* »

UN AIR DE DÉJÀ-VU

Taëz est une ville singulière. Capitale des entrepreneurs, des intellectuels et de la culture avant la guerre, on y trouvait aussi une zone industrielle. Sa jeunesse, lors du « printemps yéménite » de 2011, avait été la première à se soulever contre le président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis plus de trente ans, et à braver les tireurs d'élite, déjà. Le président avait fini par quitter le pouvoir.

Ce n'est que pour tenter de le reprendre qu'il s'est allié en 2013 avec les rebelles houthistes du nord du pays. Ces derniers sont les lointains descendants de l'imamat zaïdite, une entité politique qui a régné pendant dix siècles sur le Yémen des hauts plateaux, en tentant d'y absorber Taëz, sur les piémonts de ce que, faute de mieux, on appelle le « nord », en réalité un territoire en forme d'amande orienté Nord-Sud où vit près de 80 % de la population et désormais sous contrôle des houthistes.

L'imamat avait, lui aussi, son obsession : « *Contrôler Taëz, car celui qui détient cette ville détient les richesses du pays* », analyse l'historien Eric Vallet, grand connaisseur du Yémen et auteur de *L'Arabie marchande, Etat et commerce sous les sultans rasulides du Yémen* (Publications de la Sorbonne, 2011). A plusieurs reprises dans l'histoire, les habitants de la ville se sont battus contre le pouvoir zaïdite, qui y a toutefois étendu son contrôle durant de longues périodes.

Dans le mouvement anti-houthiste, qui s'est monté en urgence en 2015, il y avait un air de déjà-vu, et la « résistance » issue des manifestations de 2011 a mobilisé en masse. La brutalité de la guerre allait vite balayer ces sympathiques militants, remplacés par les salafistes d'Abou Al-Abbas, les Frères musulmans d'Al-Islah et les djihadistes. Les défenseurs de Taëz se sont mis à recruter dans la population des voyous, des opportunistes, des chômeurs et des miliciens de base. Plus de mille prisonniers avaient été libérés de la prison de Taëz. Ils ont grossi les rangs des principales factions. Y compris celles d'Abou Al-Abbas ou d'Al-Qaida. Ce dernier mouvement fait, en théorie, profil bas, alors que se multiplient les assassinats de personnalités jugées contraires aux convictions de cette mouvance.

« *On les déteste, eux, les islamistes, les extrémistes, tout. Mais qu'est-ce qu'on peut dire ?* », se désole un membre d'une grande famille de la ville, horrifié par l'évolution de Taëz. Les passerelles entre djihadistes et salafistes ? « *Ils ne sont séparés que par des lignes bien floues* », euphémise un rapport de l'International Crisis Group sur l'emprise d'Al-Qaida au Yémen.

Taëz constitue donc une particularité, de ce point de vue : Al-Qaida dans la péninsule Arabique (AQPA) y combat aux côtés de

groupes armés soutenus par la coalition arabe (Arabie saoudite et Emirats arabes unis), qui sont les alliés des Etats-Unis, lesquels combattent AQPA ailleurs au Yémen en tuant ses cadres et ses responsables. « *La coalition soutient la milice salafiste d'Abou Al-Abbas pour tenir en échec les houthistes et les Frères musulmans en même temps. Ceci révèle que la coalition préfère soutenir des groupes pour des motifs religieux que les institutions officielles* [le gouvernement du président, Abd Rabbo Mansour Hadi], notamment parce que ces groupes sont plus facilement contrôlables », analyse Maysaa Shuja Al-Deen dans une note du centre de réflexion yéménite Sana'a Center for Strategic Studies.

La branche locale d'AQPA a beau tenter de se faire discrète, éviter les drapeaux, les tenues trop reconnaissables, et se présenter de préférence sous l'appellation d'Ansar Al-Charia, cela ne trompe personne, même si une partie des combattants sont des fusils à louer, « *attirés par le salaire supérieur à tous les autres, sans prêter allégeance comme les membres à part entière d'Al-Qaida* », précise une bonne source fréquentant ce milieu.

Où sont-ils, les djihadistes d'AQPA ? Dans certaines poches, certains quartiers. Et aussi à l'hôpital Al-Jumhuriyah. C'est là que la dispute éclate cette nuit-là. Les combattants d'Al-Qaida ne cherchent pas l'affrontement. Simplement, ils s'agacent de voir entrer des miliciens d'un autre groupe, celui d'Abou Al-Abbas, accompagnés de deux journalistes occidentaux. Au point de contact entre les deux groupes, il y a de l'électricité. Des armes changent de position, des mains se crispent, des visages se tordent. Les médecins s'interposent. Il faut déguerpir au pas de charge vers une autre aile du bâtiment. En cas de tirs, la perspective d'être blessé pile au milieu des urgences n'a rien de prometteur : l'hôpital n'est pas à son sommet, en matière de fonctionnement.

Au calme, les médecins ne demandent pas mieux que de s'en expliquer. Le docteur Saïd Seïf Al-Aswadi a compté une centaine d'arrivées depuis la tombée du jour. Dans les dernières vingt-quatre heures, plus de trois cents personnes sont venues aux urgences, la plupart d'entre elles sont des cas de choléra. Des infirmiers passent avec des lampes frontales sur la tête, en prévision du moment où l'essence manquera dans le générateur. Le docteur parle de malades qui ont mis « *entre douze et dix-huit heures* » pour arriver jusqu'ici, alors qu'ils habitent à moins de 5 kilomètres, à cause des barrages.

AU STADE 5, ON N'OPÈRE PLUS

A l'hôpital Al-Thawra, autre établissement, il n'y a pas Al-Qaida mais bien d'autres problèmes. Les pas du docteur Mohammed Naji résonnent dans des couloirs déserts. Il y a, sur les murs, de grands chiffres pour le tri des blessés lorsqu'ils arrivent par vagues. Au stade 5, on n'opère plus, on laisse mourir. Mais depuis quelques jours, l'hôpital a fermé, par épuisement. Le personnel n'a pas été payé depuis dix mois. Les activités médicales sont à l'arrêt « *sauf pour ce qui relève de l'humanisme* », dit le docteur, notamment quand on leur amène des gens en morceaux.

Chaque jour, le médecin vient voir son protégé, un petit garçon nommé Younis, blessé par une explosion, un obus de mortier sans doute, en allant puiser de l'eau pour son oncle. Les os de son bassin sont comme les deux ailes d'un papillon, d'où pendent deux courts moignons. Son bras gauche est mutilé, comme un de ses yeux. Il a l'air d'avoir 5 ans et regarde le monde en silence, l'air perdu. Il en a 13. Le docteur l'a opéré il y a deux semaines, lui un simple généraliste, en pensant amputer un cadavre. Il a survécu. Ses yeux se mouillent en faisant le récit de cette nuit. En sortant, il désigne machinalement la cafétéria de l'hôpital, un bâtiment sens dessus dessous. « *Oh, une série d'obus bien ajustés* [des houthistes], *il y a quelques semaines. On a fini sous les tables, un peu choqués, couverts de poussière, mais ils ont eu le générateur et la réserve d'eau de l'hôpital. Ce n'est pas comme si on pouvait appeler le réparateur. Ils nous en veulent vraiment.* » ■

Prochain article : Le laboratoire d'Al-Qaida.



Le laboratoire d'Al-Qaida

LA GUERRE AU YÉMEN 315

Nos envoyés spéciaux Jean-Philippe Rémy et Olivier Laban-Mattei ont passé plusieurs semaines au Yémen, pays fermé aux journalistes. Ils en rapportent une série de reportages sur un conflit occulté

JEAN-PHILIPPE RÉMY
PHOTO : OLIVIER LABAN-MATTEI

ADEN (YÉMEN) - envoyés spéciaux

Il y a des stylos qui ont un peu coulé dans sa poche de chemise, et ont dessiné une petite tache de Rorschach sur le tissu bleu clair. Avec sa veste serrée aux entourures, ce responsable politique basé à Aden pourrait passer pour un fonctionnaire de rang intermédiaire, hormis peut-être le détail de ses énormes lunettes de soleil Ferrari et sa façon de chuchoter en permanence. Quand il traite d'argent, ce n'est pas à la banque. En quittant Aden, il arrive que cet homme – appelons-le Ahmed – aille dans sa région d'origine, la province de Chabwa, dans le sud du Yémen, pour parler à des responsables d'Al-Qaida dans la péninsule Arabique (AQPA), la branche locale de l'organisation djihadiste.

La dernière fois, c'était au cours de négociations en vue d'obtenir la libération d'un otage occidental, détenu depuis de longs mois. Ahmed appartient à la tribu des Awlaqi, très influente dans Chabwa, et dont certains membres ne sont pas hostiles à la présence du groupe djihadiste.

Ahmed, pas plus que la grande majorité de son ensemble tribal (les Awlaqi constituent une vaste arborescence de groupes et sous-groupes), n'a pas la moindre affinité avec AQPA. Simplement, dans cette zone reculée, se nouent des relations personnelles entre les responsables locaux et leurs homologues djihadistes. D'homme à homme. Et en pre-

nant mille précautions pour ne pas prendre le contrôle de pans de territoire, à l'opposé des pratiques du passé récent.

Le pays est désormais le laboratoire d'Al-Qaida, là où l'organisation djihadiste réfléchit à ses erreurs passées et essaie de réinventer son futur. Comment s'adapter, comment triompher ? Dans la province de Chabwa, celles d'Al-Baïda, de l'Hadramaout, ou encore à Lahij (à la sortie d'Aden), et jusqu'à Marib, dans le Nord, des éléments d'AQPA s'installent, tissent des relations avec les chefs de tribu. Plus l'Etat est absent, plus cela leur est facile. Mais à une condition : celle d'éviter, avec le plus grand soin, de prendre le contrôle formel des agglomérations. C'est le premier volet de la nouvelle stratégie d'Al-Qaida, formalisée en interne par ses théoriciens sous le nom de « main invisible ».

ENLÈVEMENTS ET CONTREBANDE

Pour négocier avec AQPA, Ahmed se rend donc dans des villages que rien ne distingue, et retrouve les kidnappeurs, assis benoîtement dans des maisons anonymes. Allure passe-partout, mais toujours des ambitions élevées. La dernière fois, il a écouté leurs demandes : 3 millions de dollars. Il a chuchoté que c'était un peu cher. Pour 5 000 dollars, il a tout de même acheté une preuve de vie. Finalement, l'otage a été libéré après le paiement d'une rançon de 1,8 million de dollars par un pays de la région, intermédiaire dans ce type de transaction.

Dans l'intervalle, Ahmed a pu observer comment les membres d'AQPA travaillaient sur place pour consolider leur position : « Les enlèvements, ce n'est qu'une de leurs activités,

mais cela compte moins que la contrebande de pétrole de Chabwa, qui est exporté à partir des petits ports de la côte. Par ailleurs, ils continuent leur propagande, en distribuant des clefs USB à toute la jeunesse avec des vidéos sur leurs actes de guerre en Syrie ou en Irak. Toujours gratuit ! Ils arrivent à séduire des jeunes, attirés par cet héroïsme... »

C'est ce travail de fourmi qu'accomplit aujourd'hui la branche yéménite d'Al-Qaida. Et pour l'heure, c'est un travail qui paie. « Dans de nombreuses zones, les structures d'AQPA étendent leur influence, remplissant le vide laissé par l'Etat », précise Elisabeth Kendall, de l'université d'Oxford, qui poursuit depuis plusieurs années un travail de fond au Yémen, où elle se rend régulièrement. La chercheuse donne des exemples montrant qu'en cas de dispute avec les tribus, désormais, les membres d'« Al-Qaida paie le prix du sang [compensation], lorsqu'ils tuent des membres d'une tribu par erreur. C'est un progrès, et cela facilite leur insertion locale ».

Longtemps, le Yémen a été l'un des principaux exportateurs de djihadistes et ce, dès les années 1980, lorsque les moudjahidin partaient pour l'Afghanistan combattre les Soviétiques, et surtout le communisme, considéré comme le sommet de l'impiété. Puis le Yémen est devenu un terrain pour les djihadistes, qui ont considéré que cette partie de la péninsule Arabique devait être épurée de ses infidèles : enlèvement de touristes, attentats visant des hôtels. En 2000, un attentat-suicide au bateau explosif frappait le USS-Cole, un navire de guerre américain faisant le plein de mazout dans la rade d'Aden : dix-sept morts parmi les marins. Au fil des

ans, les membres de la mouvance se réorganisent, puis sont arrêtés, ou tués. Et le cycle recommence. Al-Qaida enfle et se contracte comme un accordéon. Cette fois, l'organisation est en phase d'expansion.

CHÂTIMENTS INFLIGÉS EN PUBLIC

Pour s'y opposer, les Etats-Unis procèdent à des tirs de drones, de missiles, ou à des exécutions menées lors d'opérations des forces spéciales. Washington considère AQPA – branche d'Al-Qaida issue, en 2009, de la fusion des branches saoudienne et yéménite – comme une pièce maîtresse, à l'échelle mondiale, de l'organisation dirigée par Ayman Al-Zawahiri, depuis la mort d'Oussama Ben Laden. Celle, d'abord, qui a « le plus de sang américain sur les mains », comme l'a rappelé récemment le capitaine Jeff Davis, porte-parole du Pentagone (département de la défense américain).

AQPA s'est fait une spécialité du djihad à longue distance, et pas seulement vers les Etats-Unis. En janvier 2015, l'organisation avait revendiqué la responsabilité de la « bataille de Paris », c'est-à-dire l'attentat contre Charlie Hebdo. Les frères Kouachi étaient passés par le Yémen, notamment en 2011 : ils étaient venus s'y former militairement, et auraient été en contact avec le prédicateur en chef d'AQPA, l'Américano-Yéménite Anwar Al-Awlaqi, originaire de Chabwa. Juste après leur départ, ce dernier avait été tué par un tir de drone, dans le nord du Yémen.

D'autres auteurs d'attentats visant les Etats-Unis ont, au minimum, été inspirés par l'organisation djihadiste yéménite. Le Nigérian Umar Farouk Abdulmutallab, qui avait

« AL-QAIDA CONTINUE SA PROPAGANDE, EN DISTRIBUANT DES CLÉS USB À TOUTE LA JEUNESSE AVEC DES VIDÉOS SUR SES ACTES DE GUERRE EN SYRIE OU EN IRAK »

AHMED
un responsable politique



Pendant sa garde sur les hauteurs d'Aden, le 13 juin, un membre de la Security Belt mâche du khat sur un char houthiste détruit. Cette structure, créée en 2016, est notamment chargée de la lutte contre Al-Qaïda et l'EI.

OLIVIER LABAN-MATTEI/MYOP POUR « LE MONDE »

avait tué dans l'œuf ce projet, et annihilé le début d'émirat lors d'une expédition punitive rendue possible par le retournement de certaines tribus locales. Ces dernières semblaient pourtant avoir vu d'un bon œil la présence djihadiste dans leur région. En réalité, il n'en était rien.

Aucune tribu n'a envie de devenir la cible de l'armée régulière. Al-Qaïda avait surestimé sa capacité à changer le monde. A l'époque, l'organisation avait pris le contrôle du port de Zinjibar. Les châtiments infligés en public, dont la crucifixion d'un « traître », bien loin de terroriser la population, n'avaient fait que braquer celle-ci contre les djihadistes. Une autre occasion historique allait être offerte à AQPA avec le déclenchement de la guerre civile.

Lorsque les rebelles houthistes et les militaires de l'ex-président Ali Abdallah Saleh attaquent Aden, en mars 2015, une résistance s'organise à la va-vite en ville. Parmi ces combattants, rassemblés sous l'appellation de « résistance populaire », se trouvent des djihadistes. Et les houthistes sont repoussés hors d'Aden. En septembre, les masques tombent. Depuis Tawahi, l'ancien Steamer Point des Britanniques, jusqu'à Mansoura, grand quartier de la classe moyenne, des membres d'Al-Qaïda et de l'organisation Etat islamique commencent à contrôler des secteurs d'Aden. Mais, dans l'intervalle, une autre approche est mise en œuvre, pour « gagner les cœurs et les esprits » yéménites.

BROUILLER LES PISTES

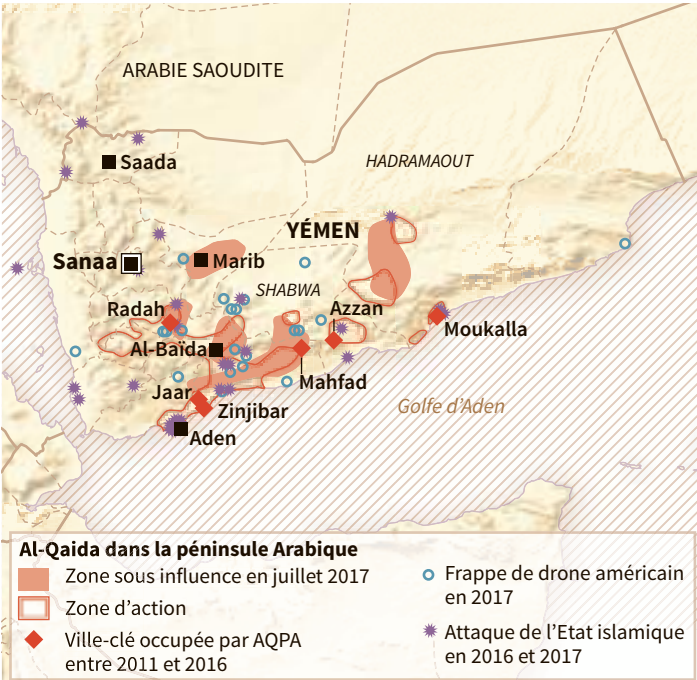
AQPA avait créé, dès 2011, une filiale destinée à brouiller les pistes : Ansar Al-Charia. Quatre ans plus tard, cette formation déclare la création d'émirats au Yémen, mais ses responsables, au lieu de parler de djihadisme, se concentrent sur les services publics. Il n'est plus question d'appliquer les houdoud (châtiments corporels). Fini l'intransigeance immédiate et brutale vis-à-vis des coutumes locales. Il n'est pas demandé à tous ceux qui rejoignent Ansar Al-Charia de prêter serment à Al-Qaïda, qui utilise néanmoins sa filiale comme vivier de recrutement de djihadistes d'élite. *« AQPA appelle cela la stratégie de la "main invisible" ou, parfois, de la "main noire". A l'inverse d'autres franchises d'Al-Qaïda, AQPA est décidée à apprendre de ses erreurs. Ils ont compris qu'ils ne peuvent pas aller trop vite au Yémen, en termes d'application de la charia. Cela aliène les responsables locaux, aussi bien religieux que tribaux »,* analyse Michael Horton, spécialiste d'AQPA à la Fondation Jamestown, et auteur de rapports pour le Centre de combat du terrorisme de Westpoint, aux Etats-Unis.

Au-delà de cette approche graduelle, la réflexion sur le djihad global se poursuit. *« Pour le moment, leur priorité est surtout nationale et locale. Ils veulent se constituer d'abord des relais au sein de la classe politiques dans le sud du Yémen. La force d'AQPA et de ses faux-nez ? La propagande et une grande capacité de recrutement »,* explique Michael Horton. Le gouverneur actuel d'Aden, Abdulaziz Al-Miflahi, voit dans l'organisation un système plus complexe, en raison des manipulations propres à la classe politique yéménite.

En fait, Al-Qaïda est aussi un outil, à certains moments, très utile pour réaliser des coups tordus politiques. C'est là l'un des atouts « invisibles » de l'organisation. *« Au Yémen, Al-Qaïda a de nombreux visages, explique M. Al-Miflahi. Le régime précédent avait sa propre branche d'Al-Qaïda, par exemple, contrôlée par les services de renseignement. Mais tout cela, c'est fini. A présent, on les combat. »*

A Aden, en 2016, une structure a été créée, sous le parrainage des Emirats arabes unis, pour mettre de l'ordre au sein de la résistance populaire. Elle est baptisée « Ceinture de sécurité » (Security Belt). Il s'agissait de mettre fin au climat insurrectionnel régnant à ce moment-là dans le Sud, c'est-à-dire la zone sous contrôle des forces loyales au président Hadi, internationalement reconnues et soutenues par la coalition arabe. Mais, d'abord, il a fallu faire le ménage dans les troupes de la Résistance populaire, passée de quelques milliers, à la fin des combats dans Aden, à dix fois plus. Dans ce vaste désordre, les militants d'Al-Qaïda et de l'EI avançaient leurs pions.

Aden était en train de plonger dans le chaos. Les assassinats, les attentats, se multipliaient dans la rue, dans les magasins, dans



les camps militaires, jusque dans l'enceinte du palais présidentiel. Le but : l'élimination des responsables politiques, militaires et religieux opposés aux djihadistes. Les militants de l'EI avaient par exemple fait irruption à l'université d'Aden en tirant des coups de feu en l'air, pour exiger la fin de la mixité.

Fin 2015, en l'espace de deux jours, trois personnalités de premier rang du pouvoir pro-Hadi ont été éliminées. Le chef des renseignements militaires et le chef du tribunal antiterroriste, assassinés le même jour. Le lendemain, le brigadier général Jaafar Mohammed Saad, gouverneur d'Aden et héros de la bataille contre les houthistes, était tué dans un attentat.

Son beau-frère, Mohammed Chadli, désormais conseiller du premier ministre, ne s'est toujours pas consolé. *« Un jour, je l'ai alerté, lui ai dit de changer ses habitudes en matière de sécurité. Il n'a pas écouté. Il avait fait la bataille d'Aden, il croyait pouvait triompher de tout. »* Le lendemain, le gouverneur se rendait à son bureau de Maalla par la route habituelle. Sur la corniche, un véhicule a explosé à son passage. M. Chadli visionne indéfiniment le ralenti de la vidéo des derniers instants du gouverneur, lorsque ce dernier approche du véhicule stationné, qui va exploser et le tuer : un document mis en circulation par l'EI. Ses membres ont organisé l'attentat et l'ont filmé, posément, depuis le palais présidentiel, sur l'autre rive de la petite baie, en bas de la corniche. A l'époque, le bâtiment était occupé par des membres de la Résistance populaire. Parmi eux se trouvaient donc des membres de l'EI.

LONGUE FILE DE PICK-UP

Depuis, l'EI est resté marginal, en dépit de ses efforts : deux à trois cents hommes, tout au plus, contre plusieurs milliers pour AQPA. En avril, Al-Qaïda avait pris le contrôle du port de Moukalla, sur la mer d'Arabie. Avec le butin saisi dans les coffres des banques, et les taxes perçues, AQPA avait engrangé environ 100 millions de dollars. Une fois maîtres de Moukalla, les stratégies d'Al-Qaïda ont fait usage de leur « main invisible ». Pas de crucifixion, pas de drapeau noir. Seulement un conseil créé pour la circonstance, les Fils de l'Hadramaout, du nom de la province où se trouve Moukalla. Ses responsables se sont appliqués à répondre aux attentes de la population, avec l'aide d'un cheikh salafiste : réparer le système des égouts ; mettre sur pied une organisation de bienfaisance ; réintroduire une structure judiciaire ; tolérer le khat certains jours.

Hicham Bachrahil, le directeur du journal *Al-Ayyam*, venait de fuir la guerre à Aden, et avait trouvé refuge à Moukalla. *« Un jour, on a appris que, désormais, Al-Qaïda nous dirigeait. J'étais dévoré de curiosité, je me suis dit que c'était une occasion de les voir à l'œuvre. Ils imposaient une discipline. Ils ont remis le système de justice en marche. Pas seulement pour les petits délits. Il y avait des cas litigieux, des arbitrages commerciaux, qui traînaient depuis des années. Ils ont tout résolu en un temps record, à la satisfaction générale. »*

Un employé yéménite d'une ONG étrangère, qui a travaillé aux côtés des dirigeants d'Al-Qaïda à cette époque, se souvient : *« L'un de leurs responsables nous a reçus, on n'en menait pas large. On a parlé des distributions qu'on pourrait organiser pour la population après le passage d'un cyclone. Notre interlocuteur nous a assuré qu'on pourrait travailler, et il a tenu ses engagements. Pendant l'entretien, il n'y a eu qu'un couac. Un de mes collègues a voulu savoir comment il pourrait vérifier que les distributions arriveraient bien aux bénéficiaires. Le responsable d'Al-Qaïda a simplement répondu : "Je crois que votre ami n'a pas très bien compris à qui il est en train de parler. Nous sommes Al-Qaïda." Nous avons*

pris congé assez rapidement. Mon collègue occidental était tout pâle... »

Au bout d'un an, les forces spéciales des Emirats arabes unis, de l'armée américaine et des unités yéménites reprennent Moukalla et le reste de la côte. Ce départ est en grande partie négocié. Les hommes d'AQPA quittent la ville en bon ordre, en une longue file de pick-up, et se dispersent dans les provinces voisines. Quant aux éléments locaux des Fils de l'Hadramaout, ils sont restés simplement sur place. En attendant d'être réactifs, le jour venu.

Courant 2016, c'est au tour d'Aden d'être reprise en main. La « Ceinture de sécurité » va entrer en action. Des groupes y sont organisés, entraînés par les forces des Emirats pour partir à l'assaut d'Al-Qaïda et de l'EI. L'opération ne se fait pas dans la nuance. Une source bien informée, à Aden, décrit son fonctionnement dans les premiers mois : *« Les douze principaux chefs à Aden, plus deux à Chabwa, ont été arrêtés et interrogés, ici ou à Abou Dhabi [capitale des Emirats arabes unis]. Ils ont certainement été torturés. Ils ont donné les noms et les détails de leurs structures. Résultat, en deux mois, les gros attentats avaient cessé. Encore deux mois plus tard, la plupart des assassinats aussi. »*

OPÉRATIONS ÉCLAIR

Depuis, une branche de la Security Belt est chargée de cette lutte *« anti-extrémistes »*, selon la terminologie d'usage à Aden. Les autres tiennent des barrages ou patrouillent. Leur chef, Mounir Al-Yafei, dit Abou Mounir Al-Yamamah, est l'homme le plus menacé d'Aden, avec son collègue chargé des groupes antiterroristes, surnommé « Yustan ». Pas une semaine sans qu'une opération ne se termine par des coups de feu, des arrestations, parfois des morts. Ses membres agissent la nuit, encagoulés, sur des pick-up sans plaque d'immatriculation.

Ce qui les sépare d'escadrons de la mort n'est pas très net. Il arrive qu'ils raflent au jugé, *« pour faire régner la terreur, même parmi les enfants »*, juge un membre du pouvoir local, à Aden. Pendant des mois, des informations ont circulé sur des prisons secrètes, des centres de torture, hors de toute juridiction, sous le contrôle des forces émiraties. En juin, Human Rights Watch et Associated Press ont confirmé l'existence de prisons secrètes et ont dénombré dix-huit centres de détention secrets dans le Sud, sous contrôle émirati, où des *« interrogatoires »* ont été menés par des Américains. Certains détenus ont été transférés aux Emirats arabes unis ou en Arabie saoudite.

Un des hommes qui a joué un rôle central dans la lutte contre les cellules djihadistes est aussi un mythe vivant à Aden. L'œil vif et dur, le général Shallal Ali Shayae aime bien apparaître au milieu de la ville, jouer au billard dans la rue ou se promener dans le quartier de Crater, la nuit. Il a déjà échappé à quatre attentats majeurs, et à une série de tentatives d'assassinat. Au cours des derniers mois, ses hommes ont pris le contrôle de Crater, de Tawahi, de Maalla.

Au checkpoint de Crater Pass, l'anfractuosité dans la roche qui ouvre sur le quartier le plus ancien de la ville, ses miliciens partent parfois en opération dans les rues tortueuses, en contrebas, pour des opérations éclairs. *« On va tellement vite qu'ils n'ont pas le temps de saisir leurs armes »,* rigole le lieutenant Issam Amin, tout en reconnaissant : *« On a versé le sang, et donné beaucoup de sang aussi. Mais on a réussi à tuer le chef d'Al-Qaïda pour Crater, Adnan Kanaan. »*

L'arrêt des attentats et des assassinats n'est probablement que temporaire. Il peut même avoir été souhaité par les stratèges djihadistes. *« Pour l'EI, il y a eu des consignes pour faire cesser les attentats à Aden, car cela brouillait le message. Il leur fallait concentrer leurs attaques sur les houthistes, analyse le chercheur Dominique Thomas. Pour AQPA, c'est une réflexion sur le sens du combat : ils ont observé que la stratégie de la confrontation permanente ne fonctionnait pas. »* Lors de la chute de Mossoul, en Irak, les relais d'AQPA sur les réseaux sociaux ont vivement critiqué l'attitude de l'EI et sa lutte à mort dans la ville irakienne. *« Ne gâchez jamais vos hommes dans une bataille perdue ! »* Il y en aura encore beaucoup d'autres à venir. ■

Prochain article : Objectif sécession

Dans le Sud du Yémen, la sécession en jeu

LA GUERRE AU YÉMEN 4/5 Nos envoyés spéciaux Jean-Philippe Rémy et Olivier Laban-Mattei ont passé plusieurs semaines au Yémen, pays fermé aux journalistes. Ils en rapportent une série de reportages sur un conflit occulté

JEAN-PHILIPPE RÉMY
PHOTOS : OLIVIER LABAN-MATTEI
POUR « LE MONDE »

ADEN - envoyés spéciaux

Il n'est pas donné à tout le monde de rester swing quand le destin – et le président du Yémen – vous confient le soin d'administrer une ville, Aden, qui vous veut autant de mal. C'est pourtant à cela que s'efforce Abdel Aziz Al-Muflihi, le gouverneur de la ville, nommé à ce poste en mai. La cité portuaire fait office, dans le Sud, de capitale temporaire des autorités yéménites reconnues par la communauté internationale, tandis que les rebelles houthistes et leurs alliés tiennent Sanaa, dans le Nord. Chacun sa capitale, chacun son gouvernement. Jusqu'à nouvel ordre. Mais après deux ans de guerre civile, tout semble se déliter. Aden gronde d'une passion séparatiste, et conteste de plus en plus ouvertement le pouvoir du président, Abd Rabo Mansour Hadi. Ce dernier, du reste, n'est presque jamais là. Aden est trop dangereuse, trop incertaine. M. Hadi, lors de ses derniers passages au Yémen, prenait directement un hélicoptère de l'aéroport d'Aden jusqu'à l'enclave sécurisée d'Al-Maachiq, rebaptisée « palais présidentiel » parce qu'on y a installé, sur un petit promontoire de roche volcanique s'avancant dans la mer, une sorte de fortin destiné à protéger ses occupants, le gouvernement yéménite. Avec le temps, la situation ne s'est pas améliorée. C'est dans cette situation qu'Abdel Aziz Al-Muflihi a été nommé pour diriger une ville où il compte tant d'ennemis. Physique avantageux au regard intense passant, sur commande, de « sévère » à « sympathique », voix râpeuse de gros fumeur, belle

chevalière, Abdel Aziz Al-Muflihi pourrait incarner sans mal l'autorité. En réalité, celle-ci est constamment bafouée. Il est obligé de vivre dans l'enclave d'Al-Maachiq, notamment parce qu'il lui est interdit de se rendre, par exemple, jusqu'à ses propres bureaux. Les ennemis, d'une manière générale, ne manquent pas. A commencer par les cellules djihadistes encore présentes dans Aden, même si leurs activités (attentats et assassinats) ont été fortement réduites ces derniers mois. Mais si la ville dont il a la charge reste pour lui zone interdite, il le doit à l'hostilité d'un mouvement sécessionniste, réuni dans un « Conseil de transition du Sud » (STC).

GOUVERNEMENT BIS

Al-Maachiq est une petite planète en soi. On y a déjà enregistré quatre attentats dans les environs proches. Le dernier a fait huit morts à l'un des postes de contrôle. Le secteur englobe un quartier d'habitation étalé sur près de 1 kilomètre et verrouillé par une série de gros check points. Tout en haut, sur la colline, l'ultime zone surprotégée est contrôlée par les forces de la coalition – émiraties, pour l'essentiel, selon une source de la présidence. En contrebas, des maisons montrent des traces de destruction assez prononcées, depuis les combats ayant eu lieu en 2015, quand les rebelles houthistes ont pris le périmètre d'assaut. Il y a une plage, un stade désaffecté, et le reste du décor urbain yéménite visible en temps de crise. Des tas d'ordures s'amoncellent doucement. Des chèvres s'activent au triage des déchets. Des soldats fument des cigarettes.

Faute de bureau, le gouverneur se voit obligé, pour recevoir, de se rabattre sur le bâtiment d'un club de football, juste der-

rière le petit stade. Des tables de réunion, un drapeau national et la photo du président Hadi. En ce qui concerne le drapeau, c'est bien le seul endroit d'Aden où il flotte encore. Partout ailleurs, il a été remplacé par celui de l'ex-République démocratique populaire du Yémen, ex-Yémen du Sud. Avec l'étoile rouge.

Le gouverneur grommelle : tout cela est « temporaire ». En mai, le pouvoir est entré dans une phase de crise. Le président Hadi, furieux de la montée en puissance des responsables sudistes favorables à la sécession dans son propre gouvernement, a limogé plusieurs d'entre eux. A commencer par le gouverneur de l'époque, Aidroos Al-Zubaidi, et un ministre d'Etat, Hani Ben Brik. La tension était réelle depuis des mois entre la branche de ce gouvernement parrainée par l'Arabie saoudite – dont fait partie M. Hadi –, et les séparatistes, parrainés de leur côté par les Emirats arabes unis (EAU), la seconde composante majeure de la coalition.

Quelques jours plus tard, à la télévision, le général Aidroos, comme on l'appelle à Aden, annonçait la création du Conseil de transition du Sud, dont il prenait la direction, avec M. Ben Brik comme vice-président. Sur les vingt-six membres, il y avait des gouverneurs, des responsables politiques de poids, des universitaires.

Le Yémen venait de franchir une ligne : une forme de gouvernement bis émergeait et menaçait de déstabiliser le cabinet Hadi. Il y avait déjà deux entités dans le Nord – les houthistes et l'ex-président Ali Abdallah Saleh, alliés de circonstance –, voilà qu'on en avait deux dans le Sud. « Cela fait déjà environ quatre gouvernements en compétition dans ce pays », s'inquiète Elisabeth Kendall, spécialiste du Yémen à l'université d'Oxford, avant de conclure : « Ce pays est en voie d'effondrement. » Pour l'instant, les membres du conseil se refusent à parler ouvertement de sécession, d'indépendance. « Nous désirons être des interlo-



cuteurs, participer aux discussions sur l'avenir du pays. Il faut sans doute envisager une forme de fédéralisme pour mettre fin à nos problèmes. Mais nous n'en sommes pas à réclamer une sécession », rassure un de ses membres influents, Lutfi Shatara. Pas de brusquerie, donc.

La création du STC n'est pas le résultat d'une simple envie soudaine des sudistes yéménites. Son émergence s'inscrit dans une longue continuité. Elle tient d'abord à l'histoire du pays, mais aussi à des tensions autour du Rassemblement yéménite pour la réforme (Al-Islah), proche des Frères musulmans. Ce parti, qui exerce une influence sur une partie des forces armées, a le soutien d'Ali Mohsen et de l'Arabie saoudite. Bien que vice-président du gouvernement Hadi, M. Mohsen se garde bien de mettre les pieds à Aden. Le STC est soutenu par les EAU, qui ont comme principaux ennemis, précisément, les Frères musulmans. Arabie saoudite et EAU se trouvent donc, à travers leurs affidés respectifs, dans une position de tension croissante sur le dossier yéménite. Les deux factions se sont déjà battues pour le contrôle de l'aéroport d'Aden. Cet affrontement n'était qu'une version en petit de ce qui menace Aden en bien plus grand : une explosion.

CANAPÉS LOUIS XVI

« Si les choses tournent mal, j'ai peur d'une guerre entre sudistes », s'inquiète déjà Ali Haïtham Al-Karib, une des figures de la cause sudiste, dans son immeuble aux murs criblés de balles du quartier de Khor-maksar. « Il y a, à Aden, des unités militaires loyales à Hadi, d'autres à Aidroos Al-Zubaidi, des milices salafistes, d'autres liées à Al-Islah. Il y a douze brigades qui menacent de s'affronter, énumère-t-il. Si cela arrive, ce sera pire que la guerre contre les houthistes. Il faut que toutes les unités militaires sortent d'Aden et soient cantonnées à la périphérie, sinon on va à la catastrophe. »



« AH, SI VOUS AVIEZ
VU ADEN EN 1957 !
C'ÉTAIT COMME
L'EUROPE, MAIS ILS
ONT TOUT DÉTRUIT. »
CE CRI DU CŒUR
D'UN YÉMÉNITE
DU SUD CONTRE LES
DIRIGEANTS DU NORD
S'ENTEND PARTOUT



**Des habitants d'Aden
exposent leurs doléances.
Tous soutiennent le Conseil
de transition du Sud,
mouvement sécessionniste.**

OLIVIER LABAN-MATTEI/MYOP
POUR « LE MONDE »

dite, combattant les soldats égyptiens (ce fut un désastre pour les troupes de Nasser). Dans le Sud, en 1967, était créée une République qui devenait « démocratique populaire » trois ans plus tard, en entrant dans le bloc soviétique. Vingt ans de guerre froide, vingt ans de petites guerres chaudes entre Nord et Sud, puis, en 1990, la réunification était menée dans la précipitation.

A peine quatre ans plus tard, l'union explosait. La guerre civile allait se terminer par un désastre pour le Sud et par le pillage d'Aden, déclarée ville « ouverte » aux tribus et aux djihadistes d'Al-Qaida recrutés par le pouvoir nordiste du président Ali Abdallah Saleh. Ensuite, 60 000 fonctionnaires civils et militaires sudistes furent mis à pied. Purge phénoménale. Dans le même temps, les immenses possessions nationalisées de l'ex-pouvoir socialiste étaient accaparées par l'élite politique du Nord. Les sudistes ont alors eu le sentiment de vivre une colonisation intérieure. Les exclus, notamment les militaires, ont tenté ensuite de s'organiser, de manifester pour protester contre ce traitement. On leur a tiré dessus.

La plupart seront des sympathisants d'une nouvelle formation prosudiste, qui prendra officiellement le nom d'Al-Hirak (« le mouvement ») en 2007 et sera le porte-étendard des séparatistes. Ils manifestent à Aden ? On leur tire dessus. Leurs fils seront impliqués dans le « printemps yéménite » de 2011. Il y a de tout chez les Al-Hirak : des marxistes convaincus, des salafistes résolus, des jeunes enthousiastes, des vieux militaires. La base de militants, bientôt, va avoir l'occasion de prendre les armes.

« COMMUNISTE, C'EST IMPIE »

Lorsque les houthistes, alliés aux forces de l'ex-président Saleh, entrent dans Aden, c'est la guerre. Les houthistes sont considérés comme des envahisseurs. Al-Hirak va alimenter la résistance, d'autres groupes se joignent à eux. Les djihadistes, bien sûr, mais aussi des milices dirigées par des prédicateurs salafistes, disciplinées et de plus en plus influentes.

Après la reprise d'Aden, les différentes factions se sont retrouvées pour tenter de monter un front commun. Derrière la façade « régionaliste », les divisions apparaissent. Les salafistes, très influents, vont-ils dominer les autres tendances ? Pour l'heure, chacun tente des acrobaties. Des cheikhs à barbe agitent le drapeau à l'étoile rouge – symbole impie s'il en est – avec des sourires tranquilles. Dans un groupe de la résistance comme celui de Souleymane Zamki, chef de milice de Khormaksar, on trouve des salafistes, des nostalgiques de l'Aden marxiste. Personne n'y voit de problème. Et c'est le salafiste qui formule la contradiction : « On ne peut pas être communiste, c'est impie, mais il faut tout de même reconnaître une chose : le pays marchait bien, au temps du communisme... » Le spécialiste Laurent Bonnefoy, auteur d'un ouvrage de référence sur le sujet (*Salafism in Yemen. Transnationalism and Religious Identity*, Hurst, 2011), analyse ainsi la situation : « Le contexte de guerre fait primer l'origine [géographique] et, pendant un temps, la question idéologique devient secondaire. » Pour comprendre la montée en puissance des milices salafistes, il faut ajouter deux facteurs : la discipline et le soutien des Emiratis.

« A l'échelle du pays, nous sommes dans une escalade militaire », se désole l'envoyé spécial des Nations unies pour le Yémen, Ismaïl Ould Cheikh Ahmed. Il tente d'éviter un assaut des forces de la coalition arabe sur le port d'Hodeïda, qui déclencherait un cataclysme humanitaire dans le Nord. « Il faut de toute urgence commencer par arrêter la guerre et, ensuite, on parlera de cette question du Sud. Si rien n'est fait pour tout arrêter, ce sont les extrémistes de chaque bord qui vont l'emporter, dans le Sud, partout. »

Dans l'intervalle, Aden est aussi prise dans une ébullition d'idées. A Ma'alla, sur l'immense avenue centrale de 60 000 logements, fierté passée de l'Empire britannique, des hommes et des femmes se réunissent chaque semaine au dernier étage d'un immeuble pour refaire le monde. Pas de climatiseur, pas de chef. Mais des idées à revendre. Un avocat lance le projet d'une lettre au gouverneur pour protester contre les coupures d'électricité. Une femme, entièrement voilée, l'interrompt sèchement : « Une lettre ! Mais cela ne sert à rien ! Il faut aller manifester, occuper la rue. Le gouvernement doit comprendre que la population

de cette ville ne veut plus se laisser exploiter. Fini les magouilles ! » Une autre femme, en hidjab, travaillant à la raffinerie, raconte les cargaisons de brut qui disparaissent, les salaires détournés. On s'indigne, on réfléchit. Comment mettre un frein à la dégradation générale ? Toute l'assemblée soutient désormais le conseil sudiste. « Ce pays est foutu si nous ne faisons rien, poursuit la femme. Il nous faut une révolution. Créons des comités de suivi de la corruption dans les secteurs sensibles, centralisons les informations ! » Suhair Ali Ahmed, constitutionnaliste reconnue, fait partie du STC et travaille déjà sur une révision de la Constitution, en fonction des options : séparation, fédéralisme ? Tout est possible.

On se plaint aussi, à mots prudents, de l'emprise croissante des salafistes sur la vie quotidienne. Dans les quartiers, les cheikhs prennent une importance croissante, même si elle demeure souterraine. Mais certaines dérives inquiètent. Elles sont l'œuvre de commandants de groupes militaires intégrés dans la « Ceinture de sécurité » (« Security Belt »), un vaste ensemble de milices placées sous contrôle émirati.

Une jeune fille témoigne de la pression croissante en ce qui concerne les mœurs. Elle a une vingtaine d'années. Sa mère était une cadre du Parti socialiste dans le Yémen du Sud. Cette jeune femme – appelons-la Malak – est féministe, passionnée par son pays. Dans son cercle d'amis, on aime la littérature, les idées... On en discute dans des clubs, occasion de sages sorties en groupe pour se livrer à la joie d'échanger. Récemment, quelque chose s'est transformé. Les restaurants ont commencé à refuser de les servir, leur reprochant leur mixité. Par ailleurs, une surveillance s'exerce sur certains des textes postés sur leurs comptes Facebook. Une chasse à la liberté de penser est en cours. Omar Batwil, 17 ans, un ami de Malak, a été l'un des premiers à être tué, une nuit, dans la rue, d'une balle dans la tête.

D'autres membres de cette jeunesse éclairée, au cours des derniers mois, ont fait l'objet de menaces. « On leur disait : vous êtes en faveur du sécularisme, faites attention ! », rapporte Malak. L'un d'entre eux, nommé Mohammed Ali, a échappé à une tentative d'assassinat. Son tort ? Avoir interrogé la validité scientifique de « miracles » décrits dans le Coran ou dans les hadiths. « Il avait ridiculisé tout ce discours sur les miracles, qu'on est supposés ingurgiter et répéter sans se poser de questions », s'insurge Malak.

« PEUT-ÊTRE LE PROCHAIN »

Elle parle dans une chambre d'hôtel et a ôté son foulard, laissant ses cheveux en liberté. Ils sont coupés au carré. « Même ça, c'est supposé être un crime », dit-elle en soupirant. Lorsque le service d'étage sonne pour apporter du thé, elle se hâte de remettre son voile et rougit. Mohammed Ali, après la tentative d'assassinat, est parti pour la Malaisie. Un autre ami, Amjad Abdul Rahman Mohammed, a décidé de rester. Un fou de littérature. « Il disait toujours : je veux que les gens lisent des livres ! Il est même mort avec des dettes chez des libraires », raconte Malak. Il notait ses réflexions sur sa page Facebook, travaillait dans un petit café Internet du quartier de Sheikh Othman.

Un jour, on l'a arrêté. Des miliciens d'un camp militaire tout proche du palais Al-Maachiq. Le chef du camp est le colonel salafiste Imam Al-Noubi. Amjad est battu, menacé, et libéré. « En mars, on s'est vus pour la dernière fois, reprend Malak. Il m'a dit qu'il serait peut-être le prochain. Il savait qu'on l'avait mis sur une liste. Ce n'était plus une plaisanterie, c'était vraiment dangereux. » Le 15 mai, Amjad a été assassiné dans un cybercafé. Lorsque sa famille l'a emmené au cimetière, les miliciens d'Al-Noubi se sont opposés à ce qu'on le porte en terre, affirmant qu'il faisait « la promotion de l'athéisme ». Il a fallu transporter le corps à la sortie d'Aden, l'inhumer à la sauvette. Des journalistes qui s'intéressaient à son cas ont été arrêtés, torturés. Alors l'exode s'organise. Certains échouent au Caire, d'autres en Malaisie. Malak se demande quel est son avenir. Le Yémen semble être désormais une prison : « Je ne peux plus être moi-même dans mon propre pays », dit-elle. ■

Prochain et dernier article :
Un pays prisonnier du choléra

Dans ce contexte, Abdel Aziz Al-Muflihi n'est pas près de prendre possession de sa résidence officielle d'Aden, dans le quartier de Gold Mohur. Le conseil l'occupe. A l'intérieur, il y règne une sorte de capharnaüm comme on en voit non loin des lignes de front. Des blindés saoudiens ou émiratis sont garés près des points de contrôle. Il y a des sacs de sable géants pour protéger des attentats suicides. Des miliciens sont assis au grand air sur des canapés Louis XVI à dorures, bâillant ou mâchonnant une boule de khat.

La nuit, le général Shallal, chargé de la sécurité d'Aden, y passe comme une ombre. Il bavarde un peu, repart comme il est venu, insaisissable. Il ne s'étend pas sur le conseil, sur le destin du Sud, préfère insister sur « la lutte antiterroriste » et ne parle que des Emiratis, jamais des Saoudiens.

De tout cela, le gouverneur Al-Muflihi est bien obligé de rire. « Les groupes qui n'ont pas rejoint le gouvernement ne sont pas importants. Ils peuvent être contrôlés. Cela va être rapidement résolu », dit-il. Maintenant, il doit s'en aller, ses gardes du corps le pressent. Mais au moment de nous séparer, il a cette exclamation, comme une profession de foi : « Ah ! Si vous aviez vu Aden en 1957 ! C'était comme l'Europe. Mais ils ont tout détruit, tout. » Ils ? Les dirigeants « nordistes » – après l'unification, en 1990, et surtout après la guerre civile de 1994. C'est le cri du cœur typique d'un Yéménite du Sud. Et ce cri, désormais, s'entend partout.

La passion sudiste gonfle, comme dans l'opinion. Le metteur en scène Amr Gamal, peu versé dans la politique, le constate lui-même : « 90 % des personnes que je connais sont pour l'indépendance. » Les drapeaux sudistes claquent. L'étoile rouge flotte sur la ville. Adel Khodshi, croisé une nuit, simple fonctionnaire, expose à qui veut l'entendre sa théorie, la « théorie d'Adel » dont il fait la démonstration sur son téléphone portable. Il tape : « 1972 + 1979 + 1994 + 2015

= 7960 ». « Vous avez compris ? – Pas du tout, désolé. – Je vous explique : les chiffres additionnés correspondent aux années où le Nord et le Sud du Yémen se sont fait la guerre depuis l'indépendance. J'obtiens 7960. – Oui, et donc ? – Alors je divise ce chiffre par quatre [le nombre de guerres], et j'obtiens : 7960 ÷ 4 = 1990. 1990 ! L'année de l'unification [Nord-Sud] du pays, vous voyez bien que c'est là tout le problème. Il faut donc revenir à la séparation. »

COLONISATION INTÉRIEURE

L'unification a bien eu lieu en 1990, entre deux pays qui avaient été très peu réunis, géographiquement, par le passé. « Au fil de l'histoire, l'unité territoriale a été l'exception, plus que la règle (...), la division du pays n'a pas été le résultat de la guerre froide », écrit Stephen W. Day, grand spécialiste du Yémen et auteur de *Regionalism and Rebellion. A Troubled National Union* (Cambridge University Press, 2012). Impossible, donc, de comparer la situation yéménite aux deux Corées, ou aux deux Allemagnes séparées pendant un demi-siècle. La frontière entre le Nord et le Sud, dans son état actuel, a été fixée au début du XX^e siècle, et correspondait à des aires d'influence. Le Sud, celle des Britanniques. Le Nord, celle, brièvement, des Ottomans, se greffant sur une entité politique, l'imamat, bien plus importante puisqu'elle a régné mille ans sur les hautes terres du Yémen, avec, à sa tête, des dirigeants zaidites, une branche du chiisme, dont les héritiers aujourd'hui sont les rebelles houthistes.

Au XX^e siècle, même l'accès à l'indépendance s'était fait séparément. Dans le Nord émergeait, en 1962, une République arabe soutenue par l'Egypte, aussitôt impliquée dans sa propre guerre civile, avec des royalistes soutenus – déjà – par l'Arabie saou-

DANS UN GROUPE
DE LA RÉSISTANCE
COMME CELUI
DE SOULEYMANE
ZAMKI, ON TROUVE
DES SALAFISTES ET
DES NOSTALGIQUES
DU MARXISME.
PERSONNE N'Y VOIT
DE PROBLÈME

Un pays prisonnier du choléra

LA GUERRE AU YÉMEN 515

Nos envoyés spéciaux Jean-Philippe Rémy et Olivier Laban-Mattei ont passé plusieurs semaines au Yémen, pays fermé aux journalistes. Ils en rapportent une série de reportages sur un conflit occulté



JEAN-PHILIPPE RÉMY
PHOTOS : OLIVIER LABAN-MATTEI

ADEN ET TAËZ (YÉMEN) - envoyés spéciaux

Dans le petit bâtiment isolé où sont concentrés les cas de choléra, à l'hôpital Al-Jumhuriyah d'Aden, le temps n'est plus qu'une suite de glissements furtifs entre la vie et la mort. Pas de vacarme, pas de panique, les drames s'y déroulent presque au ralenti. De jour comme de nuit, on entend les gémissements étouffés, les râles, les borborygmes de ceux qui luttent contre la maladie sur des lits étroits comme des brancards. Il n'y a que des regards fixes. Ils sont incandescents chez les vivants, comme s'il s'agissait d'aspirer la vie à toute force. Chez ceux ou celles qui sont au plus mal, les yeux sont déjà dans le grand lointain.

Les joues se creusent, les teints prennent des tons de carton. Tout semble déjà perdu pour celui-ci, quand tout à coup, le voici qui revient, s'anime et se redresse. Sauvé par la réhydratation accélérée. C'est aussi simple que cela. Les malades semblent des jouets entre les mains de quelque chose qu'ils n'ont plus la force de raconter, mais qui peut se vaincre. Un tout jeune homme du quartier des pêcheurs est là, sans force, sans mots. « C'est le premier pêcheur qu'on nous amène, et ils vivent tous ensemble, dans leur quartier. On espère que l'épidémie ne va pas se répandre chez eux, à présent... », soupire une infirmière fatiguée.

Il y a des familles qui veillent, silencieuses, économes de leurs gestes, comme s'il fallait tenter de sauver les malades du choléra par la force de l'immobilité. Des mères glissent des bananes vers les mourants, en espérant que le magnésium – qui, dit-on, s'y trouve –, leur fera du bien. Une fois leur destin tranché, les morts comme les vivants partent vite, aussitôt remplacés. On a installé des lits

partout : dans les couloirs, dans la cage d'escalier. On couche les corps de toutes tailles sur le plastique nu, plus facile à laver à grande eau, avec les fluides qui sourdent en flaques. Quand cela ne suffit plus, on installe des hommes, des femmes et des enfants par terre. S'il y avait un ascenseur dans cet hôpital public, l'hôpital des pauvres, on y trouverait forcément des cholériques alités.

Cela n'aurait effrayé personne. A Jumu-riyah, cela fait longtemps que le stade des précautions élémentaires a été franchi. A l'entrée ou à la sortie, on ne se désinfecte ni les mains ni les chaussures. Dehors, à quelques de mètres dans l'obscurité, on bute contre un tas d'ordures sournoisement empilé contre un mur. Des hommes dont on ne sait ce qu'ils font par ici se sont installés dans les alentours, à même le sol, pour consommer en paix leur ration de khat de la journée, jambes allongées dans la pénombre. Peut-être sont-ils des miliciens de l'une des factions du quartier de Khormaksar, où se trouve l'hôpital. Les uns récupèrent, les autres montent la garde. Tous tentent de tuer le temps. Il faut faire attention à ne pas écraser des tibias ou des genoux en passant, ni à poser trop de questions.

MILLE AFFABULATIONS

Un responsable de l'unité de choléra, ce soir-là, vient vous trouver au milieu des malades, et vous serre énergiquement la main pour vous remercier d'être là : « Vous voyez ? On n'est que deux médecins, mais on sauve des vies, on sauve des vies ! » Puis il vous tape sur l'épaule fraternellement avant de poursuivre sa visite de routine en saluant à la ronde. On ne se y prendrait pas autrement pour tenter de diffuser, en toute amitié, quelques bacilles de plus. Personne, ou presque, ne porte de protection. Les seuls gants de chirurgie disponibles sont d'une taille minuscule, on les dirait fabriqués pour des enfants – qui peut bien avoir envoyé ce lot à un hôpital d'Aden ? Ils se rompent obstinément quand on tente de les enfiler. Il fait bien trop chaud pour garder un masque devant le visage, ou demander pourquoi tout semble partir ainsi à vau-l'eau.

Dans une salle, un prisonnier, extrait de la prison voisine de Khormaksar, a l'air affaibli. Ses côtes saillantes se soulèvent de façon saccadée. Ce n'est pas seulement le choléra qui a eu le temps de le mettre dans cet état, mais plus probablement ses conditions de détention. Il demande à boire. Au chevet de son lit, le gardien détaché pour le surveiller l'ignore, accaparé par une discussion avec un visiteur. Son prisonnier est au plus bas, il ne s'évadera pas aujourd'hui.

Autour, beaucoup de pauvres, de modestes. Le choléra est un révélateur des faiblesses de ceux qu'il frappe.

Dans les milieux médicaux, à Aden, court une étrange légende pour tenter de donner un sens à la mécanique de cette épidémie. Colportée jusque parmi des responsables du ministère de la santé, elle assure que les premiers cas de choléra, en avril, ont été signalés parmi des réfugiés éthiopiens. Ces derniers continuent d'arriver sur les côtes yéménites, amenés en bateau par des passeurs en provenance de Somalie ou du Somaliland, parfois d'Erythrée.

C'est une des routes complexes des migrations internationales. Des malheureux trouvent que la mer, avec la cruauté des passeurs, la perspective du Yémen en guerre à traverser de bout en bout pour aller chercher des emplois dans le Golfe, sans compter la possibilité de croiser sur cette route des membres d'Al-Qaïda ou de l'organisation Etat islamique (qui a diffusé en 2015 une vidéo montrant l'exécution sur une plage de Libye de trente hommes qui devaient être des chrétiens d'Ethiopie), ne sont pas insurmontables, lorsqu'il s'agit de partir à la recherche d'un monde meilleur. La répression qui s'est abattue sur l'Éthiopie en ébullition, ces derniers mois, a encore contribué à cette détermination. Ils étaient encore dix mille, récemment, à tenter la traversée. Or, désormais, voilà qu'on les accuse d'avoir été à l'origine d'un mal immense, comme si le choléra ne pouvait venir que de l'extérieur, alors que celui-ci est, justement, endémique au Yémen.

Une épidémie est, aussi, une machine à fumée qui s'auto-alimente avec mille affabulations. Une autre légende s'est répandue : les malades seraient, au fond, des simulateurs courant se faire admettre à l'hôpital à la première colique venue, afin de toucher l'argent que de mystérieux bienfaiteurs viendraient distribuer aux malades. Un médecin de l'hôpital de Sadakha, dans le nord de la ville, était en train de développer cette théorie, avant d'admettre : « En vingt ans de carrière, je n'ai encore jamais croisé un seul de ces bienfaiteurs. »

Il y avait du monde à l'unité choléra de Jamhuriyah. A Sadakha, c'est bien pire. Situé dans le quartier de Sheikh Othman, l'hôpital « de l'amitié » avait été construit par les Soviétiques. Il était tout près de la ligne de front pendant la bataille d'Aden, en 2015, lorsque les rebelles houthistes ont été chassés de la ville par la « résistance » sudiste. Les grandes avenues du quartier sont encore ravagées par les tirs des chars. Signe des temps, un prédicateur salafiste voisin a ins-

tallé des haut-parleurs surpuissants pour diffuser ses prêches à plein volume, et les conversations sont couvertes par ses appels à la prière, tandis qu'à deux pas, le système des égouts déborde jusque dans la rue. Depuis la période de guerre urbaine, un écriteau interdit au personnel soignant de l'hôpital Sadakha de « s'arrêter devant les fenêtres pour regarder les combats ». S'il y a des combats, ils sont désormais menés ici, au centre de choléra. Le docteur Nahla Mohammed, pédiatre de formation, voit arriver les malades par vagues, surtout la nuit. Pas de temps pour les diagnostics compliqués.

Cette période de l'année est celle des diarrhées aiguës (dont les symptômes ressemblent à ceux du choléra), qui accompagnent chaque année les fortes températures de l'été, avec une humidité à couper à la hache, et des services publics qui, deux ans après la bataille d'Aden, sont toujours en état de mort clinique. Cela signifie que l'électricité est rare, que l'eau ne coule plus dans les robinets, que la contagion a toutes ses chances chez les plus pauvres, ceux qui ne peuvent s'offrir un générateur pour alimenter un réfrigérateur et une climatisation pour reprendre des forces, quelques heures par jour, en échappant à l'étuve qui règne jour et nuit. « C'était pire il y a quelques semaines, se rassure le docteur. On ne savait plus où mettre les gens. Il en arrivait même des provinces voisines. »

Tous les patients des centres ouverts pour traiter l'épidémie sont-ils malades du choléra ? On ne le saura jamais. Il n'y a pas de tests disponibles pour trancher la question. Cela est relativement indifférent aux médecins d'Aden. Leur rôle est de sauver des vies, pas d'alimenter les statistiques. On meurt aussi bien de déshydratation après une diarrhée aiguë qu'après avoir été contaminé par le choléra. On meurt aussi de la dengue, du paludisme.

425 000 CONTAMINATIONS DEPUIS AVRIL

Et désormais, dans le pays, on frôle aussi la mort par inanition. La situation, à cet égard, « continue de se détériorer » estime le dernier rapport d'OCHA, l'organisme de coordination humanitaire des Nations unies, qui évalue le nombre de Yéménites ayant besoin d'assistance à 20,7 millions (sur une population de 27 millions), parmi lesquels 9,8 millions de personnes dépendent de distributions d'aide alimentaire pour rester en vie.

En continuant sa visite, le docteur Mohammed attrape doucement par le pied une petite fille. Wallaa, 9 ans, est recroquevillée. Ses membres semblent de caoutchouc. « Elle est arrivée hier, en état de choc.



UN RESPONSABLE DE
L'UNITÉ DE CHOLÉRA
DE L'HÔPITAL VIENT
VOUS TROUVER
AU MILIEU DES
MALADES : « VOUS
VOYEZ ? ON N'EST
QUE DEUX MÉDECINS,
MAIS ON SAUVE
DES VIES, ON SAUVE
DES VIES ! »



A Taëz, le 23 juin, un milicien surveille l'entrée de l'hôpital Al-Thawra, alors qu'à l'hôpital Al-Jumhuriyah une femme veille sur son enfant atteint de choléra.

OLIVIER LABAN-MATTEI/MYOP
POUR « LE MONDE »

La famille a dit qu'il avait fallu trois jours avant de trouver les moyens pour les amener jusqu'ici, avec sa mère. » La maman git, également prostrée, à quelques centimètres, sans plus rien percevoir de la mort qui vient. Il y a de la nourriture dans des sachets, sur le matelas. Des mouches vrombissent. Personne ne dit un mot.

Lorsque le centre a été installé dans ce bâtiment désaffecté, il y a quelques mois, il n'y avait rien. Il a donc fallu faire avec les gravats, la poussière. Le temps, l'argent, tout manquait. « Ici, on soigne tout le monde », dit gaiement le docteur. Même des miliciens, comme Mohammed Ben Mohammed Hassan, 20 ans, qui hoquette et tente, en vain, de vomir, le corps abattu en travers de son lit. Des hommes âgés, sans famille, sans soutien, semblent se concentrer pour économiser jusqu'à leur souffle et passer ainsi le cap de chaque heure qui vient. Tenir, tenir encore.

Le coordonnateur des secours d'urgence des Nations unies, Stephen O'Brien, a résumé la situation : le choléra au Yémen « est un pur produit de l'activité humaine », entendant par là que c'est de la guerre civile en cours que l'épidémie tire sa force effrayante. Une première phase de choléra s'était déclarée en octobre. Faute de données fiables, on l'avait crue éteinte. En réalité, elle se poursuivait dans des recoins isolés. En avril, une « résurgence » a eu lieu. Deux mois plus tard, vers la mi-juin, le nombre de cas recensé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) atteignait 124 000 cas.

Il était alors envisagé – hypothèse pessimiste à l'époque –, que ce chiffre pourrait doubler d'ici la fin 2017. Un mois plus tard, ce seuil était déjà atteint. Selon les dernières statistiques de l'OMS, datant du 29 juillet, plus de 425 000 personnes ont déjà été contaminées par le choléra au Yémen depuis le mois d'avril, et 1895 d'entre elles ont trouvé la mort. Il pourrait y avoir 600 000 cas d'ici la fin de l'année, selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Pourtant, plusieurs sources humanitaires, sur place, reconnaissent que le pic a été passé depuis fin juin. L'emballlement des contaminations a donc été cassé. Peut-être pas définitivement. Mais pourquoi, dans cette phase, les chiffres augmentent-ils encore à ce rythme ? A cela, plusieurs raisons. D'abord, les statistiques sont établies de manière cumulative : on ajoute les nouveaux cas, on ne retranche jamais le décompte des vivants, des sauvés, ni celui des morts.

De plus, compte tenu des difficultés générales, il est impossible de séparer dans les données globales les cas de choléra d'infections

aux symptômes similaires. Les grandes organisations présentes au Yémen, comme Médecins sans frontières (MSF) et le CICR, préférèrent parler de « cas suspects » de choléra. Enfin, il n'est pas exclu que certains chiffres aient été « gonflés », notamment à partir de certaines statistiques douteuses venues de régions isolées du pays, où les structures de santé sont désormais inexistantes.

C'est un aspect inattendu de la séparation, par des lignes de front, entre le nord et le sud du pays : chaque camp a sa manière d'interpréter le choléra. Dans le Nord, du côté de la rébellion houthiste, les dirigeants ont tout fait pour convaincre de la gravité de l'épidémie, afin d'en rendre responsables les bombardements de la coalition emmenée par l'Arabie saoudite. Inversement, les autorités d'Aden ont tout fait pour la minimiser, afin de faire la démonstration qu'elles étaient capables de contrôler la situation. A Aden, le professeur Abdul Nasser Ahmed Alwali, directeur de cabinet au ministère de la santé, assurait en juin : « La dernière vague [de choléra], c'était il y a trois mois. On en est venu à bout, il n'y a aucune raison que ce soit différent cette fois-ci. » Depuis, il a été limogé.

« TOUT LE PAYS EST TOUCHÉ »

Dans l'intervalle, le reste de la planète a commencé à noter, enfin, qu'il se passait quelque chose de grave au Yémen. Alors que le pays était à peu près ignoré, comme tombé dans le « triangle des Bermudes » de l'attention générale, selon l'expression du président du CICR, Peter Maurer, qui vient d'y passer plusieurs jours, entre Nord et Sud. « Le choléra a montré la gravité profonde de la situation au Yémen. Et c'est une maladie qui met en évidence beaucoup d'autres aspects de la crise. Cette attention générale était indispensable. » De plus, comme le remarque Sara Tesorieri, de Norwegian Refugee Council (NRC), qui vient de boucler un tour des opérations de son organisation humanitaire au Yémen : « Tout le pays est touché, au nord comme au sud. Mais il est important de remarquer que la carte des zones où les chiffres du choléra sont les plus élevés, correspond à peu près aux parties du pays où la malnutrition est la plus élevée. »

Le pays est en train de subir une descente aux enfers dont le choléra n'est qu'un aspect. D'abord, le Yémen est désormais un pays cassé. Cela peut être mis, pour commencer, sur le compte des bombardements de la coalition, menée par l'Arabie saoudite, dont le but est de mettre le réduit houthiste à genoux. Les tirs visent des camps militaires, des bâtiments de toutes sortes, dont des

écoles soupçonnées par la coalition d'abriter des dépôts d'armes (cassant donc au passage le système scolaire), mais aussi les routes, les ponts. Une source humanitaire évoque ces destructions sur des axes reliant Sanaa, la capitale nordiste, aux autres régions, notamment en direction du grand port encore tenu par ce camp, celui de Hodeïda : « Beaucoup d'infrastructures sont touchées par les tirs, surtout les ponts, les routes. C'est réparable, mais les frappes reprennent aussitôt. C'est méthodique, et cela finit par être efficace. On passait encore récemment dans le lit des wadi [rivières saisonnières] là où les ponts sont coupés, mais la saison des pluies commence, et bientôt le passage sera impossible. »

Encore n'est-ce pas là tout le problème. Le pays était plutôt bien équipé, en termes de structures de santé, mais tout périclitait depuis quelques années. Avec la guerre, ce fut le coup de grâce. « Dix mois sans salaire dans le secteur public, et le mal est fait : les employés désertent leur poste », affirme la même source. Plus de la moitié des centres de santé du pays ont fermé leurs portes. Les fonctionnaires, au nord, ont cessé d'être payés. Dans le Sud, où a été rapatriée la banque centrale, la situation n'est pas tellement meilleure. Une partie de l'argent des caisses de l'Etat fantôme « sert à l'effort de guerre », note une bonne source, plutôt qu'à payer les salaires de la fonction publique. Au total, 1,2 million de fonctionnaires sont privés de ressources.

Les bateaux de la coalition ou le mécanisme de vérification international ralentissent la circulation vers Hodeïda, où le camp pro-saoudien est sûr que l'Iran débarque en contrebande des armes pour les houthistes. L'activité du port du Nord a été divisée par dix depuis le début de la guerre. Pour autant, le Yémen n'est pas soumis à un blocus. Mais il est étranglé. Certes, des mécanismes parallèles subsistent : plus de 2 milliards de dollars ont été transférés depuis l'étranger par la diaspora, ont calculé les experts des Nations unies. La contrebande alimente les marchés. Plus de 250 camions traversent chaque jour depuis l'Arabie saoudite, chargés de marchandises. Il y en a encore plus en provenance d'Oman.

Cela peut sauver la vie d'un pays en crise, pas la changer. « La situation est catastrophique », résume le docteur Mohammad Moustapha, directrice de la santé publique à Aden. Et d'énumérer les facteurs qui expliquent la situation : « Les coupures d'électricité, d'eau, le manque de carburant pour les générateurs, la chaleur, la pauvreté, surtout la pauvreté... » Elle s'interrompt, et conclut

sombrement : « On ne va pas se débarrasser du choléra facilement. Et il y a tellement de zones où personne ne va compter les morts, et où les gens atteints meurent à la maison, en contaminant d'autres. »

UNE MAFIA DE L'ÉLECTRICITÉ

Le docteur Houda Omer Basalim, elle, est une sommité médicale au Yémen. Cancérologue, professeur à l'université d'Aden, elle est venue, comme d'autres médecins, au ministère de la santé assister à un atelier sur la... dengue. A priori, cela paraît hors de propos. En réalité c'est un signe supplémentaire de la situation dramatique que traverse le Yémen. Il y a, en plus du choléra, d'autres maux qui s'abattent sur le pays, parmi lesquels la « fièvre rouge » (dengue), et le paludisme. Le docteur Basalim s'indigne de voir être sabotées des installations vitales pour la population : « Rien qu'à Aden, il y quarante-sept pompes à égout en panne, et vingt-sept pompes pour les puits en panne. Faute d'argent, de carburant, d'entretien. Mais surtout à cause de la corruption. C'est la corruption qui nous tue. »

Les centrales électriques d'Aden sont en bon état. Parallèlement, des donations ont été faites, essentiellement par des pays du Golfe, pour livrer clés en main des unités de production d'énergie afin de renforcer les capacités déjà existantes. Mais une mafia de l'électricité sévit désormais. Les unités neuves finissent par être sabotées, laissant le champ libre à des opérateurs privés qui facturent le kilowatt au triple du prix des sociétés publiques. Peter Salisbury, chercheur associé au think tank britannique Royal Institute of International Affairs (Chatham House), vient de terminer un rapport implacable sur ce sujet.

Il y fait la démonstration que les « profiteurs de guerre », au Yémen, sont devenus nombreux à profiter de l'état de délabrement des institutions et gagnent des fortunes dans les trafics, la contrebande. Ils sont même devenus « le plus grand obstacle à la paix. » D'autres sources, confirment que ces malversations tous azimuts incluent parfois des associations entre responsables des deux camps, à qui il arrive de coopérer clandestinement pour maximiser leurs profits, par exemple en exportant en contrebande du pétrole. Pendant ce temps, le Yémen a faim, et meurt du choléra. Et Peter Salisbury d'affirmer : « Malgré la crise humanitaire, cette situation bloquée va très bien aux deux parties, qui semblent coopérer tranquillement l'une avec l'autre. » ■

Fin